

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2593

[2011/204864]

1^{er} SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2011;

Vu l'accord de la Commission européenne en application de l'article 9, § 6, du Règlement (CE) 1782/2003 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), donné le 3 août 2011;

Vu l'avis 45080/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter la réglementation en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture ainsi que les indemnités compensatoires aux régions défavorisées compte tenu des modifications structurelles des exploitations et de leurs charges;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de mettre en exécution les options politiques wallonnes en réponse à l'évolution de l'agriculture;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 3^o, à la première phrase, les mots "personne physique ou morale" sont précédés de "la";

2^o un point 7^obis est inséré et reprend le texte suivant : « 7^obis : "autorité compétente" : selon le cas, le Ministre tel que défini à l'article 1^{er}, 23^o, le Directeur général ou le Directeur de la Direction des Structures agricoles »;

3^o au point 8^o, le terme "Consultant" avec une majuscule devient "consultant" avec une minuscule;

4^o au point 11^o, le terme "Exploitation" avec une majuscule devient "exploitation" avec une minuscule;

5^o au point 12^o, à la première phrase, les mots "personne physique" sont précédés de "toute";

6^o au point 13^o, à la deuxième phrase, les mots "et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation, qui exerce une activité à titre principal ou non principal" sont remplacés par "dont le chiffre d'affaire provient principalement de cette activité";

7^o au point 13^o, a), les mots "le ou les associés gérants de la société doivent" sont remplacés par "le ou les associé(s) gérant(s) de la société doit/doivent";

8^o au point 13^o, b), troisième tiret, les mots "aux administrateurs ou gérants" sont remplacés par "aux administrateurs-délégués ou gérants";

9^o au point 13^o, b), cinquième tiret, les mots "une activité à titre principal conformément au point 6^o" sont remplacés par "une activité à titre principal ou non principal, conformément aux points 5^o et 6^o";

10^o au point 14^o, le terme "Exploitation en zone défavorisée" avec une majuscule devient "exploitation en zone défavorisée" avec une minuscule;

11^o au point 16^o, le terme "Filière" avec une majuscule devient "filière" avec une minuscule;

12^o au point 17^o, le terme "Garantie publique" avec une majuscule devient "garantie publique" avec une minuscule;

13^o au point 20^o, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "groupement de deux producteurs laitiers" sont remplacés par "groupement de deux à maximum cinq producteurs laitiers";

- les mots "la mise en commun des deux exploitations" sont remplacés par "la mise en commun des exploitations";

14° au point 21°, le terme "Investissements" avec une majuscule devient "investissements" avec une minuscule;
 15° au point 22°, le terme "Investissement de remplacement" avec une majuscule devient "investissement de remplacement" avec une minuscule;

16° au point 24°, le terme "Mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" avec une majuscule devient "mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" avec une minuscule;

17° au point 25°, le terme "Mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" avec une majuscule devient "mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" avec une minuscule;

18° au point 26°, le terme "Plan de développement" avec une majuscule devient "plan de développement" avec une minuscule;

19° au point 27°, le terme "Plan d'investissements" avec une majuscule devient "plan d'investissements" avec une minuscule;

20° le point 28° est remplacé par la disposition suivante :

« 28° "produit de qualité différenciée" : produit se distinguant d'un produit standard par une différenciation de son mode de production (notamment : amélioration de la traçabilité du produit, du bien-être animal, de l'environnement) et/ou par une plus value qualitative sur le produit fini (notamment : amélioration des qualités gustatives).

Répondent à cette définition :

- les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

- les produits enregistrés au sens du Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires;

- les produits enregistrés dans le sens du Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91, modifié par le Règlement n° 967/2008 du Conseil du 29 septembre 2008;

- les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les "œufs de poules élevées en plein air" ou les "œufs de poules élevées au sol" au sens du Règlement (CE) n° 589/2008 de la Commission du 23 juin 2008, modifié par le Règlement (CE) n° 589/2008 de la Commission du 24 juin 2008, portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation applicables aux œufs;

- les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les modes d'élevage "élevé à l'intérieur - système extensif", "sortant à l'extérieur", "fermier - élevé en plein air", ou "fermier - élevé en liberté" au sens du Règlement (CEE) n° 543/2008 de la Commission du 16 juin 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour la viande de volaille, et ses modifications postérieures;

- les autres produits obtenus conformément à un cahier des charges répondant à des exigences minimales, arrêtées par le Ministre conformément au décret du 19 décembre 2002, article 1^{er}, 2°; »;

21° au point 28°*bis*, le terme "Reprise" avec une majuscule devient "reprise" avec une minuscule;

22° au point 29°, le terme "Zones défavorisées" avec une majuscule devient "zones défavorisées" avec une minuscule;

23° au point 33°, les mots "conformément au Code des sociétés, Livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, paragraphe 2, quatrième tiret" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 2, § 2, quatrième tiret du Code des sociétés";

24° au point 35°, le terme "Taux de calcul" avec une majuscule devient "taux de calcul" avec une minuscule;

25° au point 36°, les modifications suivantes sont apportées :

- le terme "Unité gros bétail" avec une majuscule devient "unité gros bétail" avec une minuscule;

- les mots "unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs d'animaux d'espèces ou de catégories différentes." sont insérés entre les mots "en abrégé "UGB" : " et "le nombre d'unité gros bétail";

- tous les termes suivant les tirets avec une majuscule prennent une minuscule;

26° au point 38°, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "de 1 800 heures par an de travail" sont remplacés par "de 1 800 heures de travail par an";

- les mots "est établie sur base de l'attestation de la caisse d'assurance sociale" sont supprimés;

- les mots "active sur l'exploitation" sont insérés entre les mots "1 unité par personne" et "ne peut dépasser";

- le terme "0,5" est remplacé par "0,35".

Art. 2. A l'article 2 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, c), les mots "de docteur" sont remplacés par "docteur";

2° au point 1°, d), les mots "le certificat" sont remplacés par "certificat";

3° au point 1°, d), le dernier mot "ou" est placé à la ligne pour séparer distinctement le point 1° et le point 2°;

4° au point 3°, le dernier mot "ou" est placé à la ligne pour séparer distinctement le point 2° et le point 3°.

Art. 3. A l'article 3, § 1^{er}, de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, les mots "ou un diplôme de master en bio-ingénieur" sont remplacés par "ou d'un diplôme de master en bio-ingénieur";

2° au point 2°, les mots "pour les techniques de qualification et professionnelle," sont insérés entre "ainsi que" et les mots "le certificat de qualification de la 6^e année y afférant";

3° au point 3°, les modifications suivantes sont apportées :

- le mot "d'" est inséré entre les mots "l'enseignement universitaire ou" et les mots "un des titres équivalents";

- les mots "le certificat de formation d'exploitant agricole" sont remplacés par "du certificat de formation d'exploitant agricole".

Art. 4. A l'article 4, § 1^{er}, au point 3°, de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "et les normes minimales harmonisées pour la présentation d'une comptabilité agricole." sont insérés après les mots "Le Ministre peut fixer la forme de présentation de ces documents";

2° les mots "avec un minimum de cinq ans" sont remplacés par "relative à chaque investissement, et pour chacun de ces investissements avec un minimum de cinq ans après leur demande de paiement."

Art. 5. A l'article 5 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "Un accusé de réception envoyé" sont remplacés par "Une lettre de recevabilité envoyée";

2° au § 1^{er}, les mots "et recevable" sont insérés entre les mots "son dossier est complet" et les mots "ou, dans le cas contraire";

3° au § 1^{er}, les mots "une lettre d'irrecevabilité" sont insérés entre les mots "ou, dans le cas contraire" et le mot "indique";

4° au § 1^{er}, les mots "les pièces manquantes" sont remplacés par les mots ", pour les dossiers incomplets, les manquements";

5° inversion des paragraphes 2 et 3 : le § 2 devient § 3 et le § 3 devient § 2;

6° au § 3bis, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "un nouvel accusé de réception" sont remplacés par "une nouvelle lettre de recevabilité";
- le mot "adressé" est remplacé par "adressée";

7° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "l'accusé de réception" sont remplacés par "la lettre de recevabilité";
- les mots "le libellé" sont remplacés par "les première et deuxième phrases";

8° au § 5, les mots "dans les deux mois de la" sont remplacés par "dès";

9° au § 6, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "La notification de l'acceptation" sont remplacés par "La notification de toute décision";
- les mots "du plan d'investissements sur trois ans ou de la demande réduite à un seul investissement" sont supprimés;

- les mots "pour chaque demande," sont insérés entre le mot "précise" et les mots "la valeur";

- les mots "indicateurs de suivi" sont supprimés.

Art. 6. Au libellé de la section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre 2 de ce même arrêté, les mots "et exploitants agricoles personnes morales" sont ajoutés après les mots : "Exploitants agricoles".

Art. 7. A l'article 7 de ce même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "Peut bénéficier des aides aux investissements dans les exploitations (également dénommés "aides", l'exploitant agricole qui :)" sont supprimés et remplacés par les mots "Les bénéficiaires des aides sont les exploitants agricoles et les exploitants agricoles personnes morales. Les conditions d'accès suivantes sont à remplir dans le chef de l'exploitant agricole.:";

- au point 1°, le mot "est" est remplacé par le mot "être";

- au point 1°, les mots "article 96, a) et b) " sont remplacés par "article 96, 1° et 2°";

- au point 2°, le mot "justifie" est remplacé par "justifier";

- au point 3°, le mot "fournit" est remplacé par le mot "fournir";

- au point 4°, le mot "retire" est remplacé par "retirer";

- au point 4°, les mots "40.000 euros" sont remplacés par "50.000 euros";

- au point 5°, le mot "prouve" est remplacé par le mot "prouver";

- au point 6°, le mot "prouve" est remplacé par le mot "prouver";

- au point 6°, les mots "du dépôt" est remplacé par les mots "d'introduction";

- au point 6°, les mots "étant entendu que cette date est celle où le dossier envoyé sous forme papier ou informatique est reconnu complet et recevable par l'administration." sont insérés après les mots "article 22";

2° au § 2bis, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots ", par l'autorité compétente," sont déplacés entre les mots "date d'acceptation" et les mots "du plan";

- les mots "ou de son acceptation" sont insérés derrière les mots "du plan";

3° au § 3, les mots "sur trois ans" sont supprimés;

4° au § 4, le mot "agricole" est inséré entre les mots "Une même exploitation" et les mots "ne peut";

5° au § 5, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "réduite à un seul investissement" sont insérés entre les mots "ou la demande" et les mots "respectent les normes";

- le mot "respectent" est remplacé par "respecte(nt)";

6° au § 6, les modifications suivantes sont apportées :

- au point 1°, les mots "la demande d'aides" sont remplacés par les mots "le plan d'investissements";

- le point 2° est supprimé et remplacé par le texte suivant : « 2° au moins 50 % des personnes composant l'association répondent aux conditions fixées au § 1^{er} et doivent être propriétaires d'au moins 50 % de l'investissement pour lequel l'aide est sollicitée. »;

- le point 3° est supprimé.

Art. 8. A l'article 8 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

- à la troisième phrase, les mots "Une tolérance de prix de plus ou moins 20 %" sont supprimés et remplacés par "Une tolérance de baisse de prix, quel qu'en soit le montant sans préjudice toutefois du respect des montants minima d'investissement, et une tolérance de prix à la hausse de maximum 20 %";

2° au § 5, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "Au-delà du seuil de tolérance visée au paragraphe 4," sont supprimés;

- les mots "toute adaptation" avec une minuscule deviennent "Toute adaptation" avec une majuscule;

- les mots "au-delà de la tolérance visée au paragraphe 4," sont insérés entre les mots "sur la valeur d'un investissement" et les mots "sa nature";

- les mots "le calendrier de réalisation" sont remplacés par les mots "le report de sa réalisation";

- la phrase "Une telle adaptation ne peut être sollicitée que pour les investissements non réalisés et dans le respect du paragraphe 2." est insérée après la première phrase;

- la deuxième phrase "Pour autant que les adaptations introduites ne remettent pas en cause les objectifs et les lignes directrices fixés pour le plan et ne conduisent pas à un dépassement du montant total des aides notifiées par l'autorité compétente, l'administrations dispose de vingt jours ouvrables pour répondre à la demande." est supprimée;

- à la cinquième phrase "Dans tous les autres cas, un bénéficiaire de l'aide ne peut introduire de demande d'adaptations que trois fois par an au cours de la durée du plan.", les mots "par an" sont supprimés;

- la dernière phrase "La majoration de l'aide prévue par l'article 15, paragraphe 3, est perdue lorsqu'une demande d'adaptation d'un plan initialement présenté avec l'aide d'un consultant est introduite sans l'aide d'un consultant. La perte de majoration est appliquée avec effet rétroactif pour toute la durée du plan et sur l'ensemble des investissements couverts par le plan." est supprimée;

3° au § 6, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "de son acceptation par le Ministre" sont remplacés par "de son acceptation par l'autorité compétente";
- la dernière phrase "Un nouveau plan introduit par un agriculteur, seul ou en association, dans les deux mois suivant l'interruption prématurée autorisée de son ou de leurs plans acceptés bénéficie d'un traitement prioritaire." est supprimée;

4° au § 7, les mots "et la moitié du montant de l'aide volontairement abandonnée est déduite du plafond total de l'aide fixé par l'article 18, paragraphe 1^{er}." sont abrogés.

Art. 9. A l'article 9, § 1^{er}, de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "aux exigences de l'article 7, paragraphe 1^{er}" sont remplacés par "aux exigences de l'article 7, paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 6°";

2° au § 2, point 2°, les mots "de la garantie publique" sont remplacés par les mots "de la subvention avec un minimum de cinq ans et, en cas d'octroi de la garantie, égale à la durée de celle-ci";

3° au § 3, la cinquième phrase "Un même agriculteur ne peut justifier l'éligibilité d'un même matériel ou d'un matériel similaire dans plus d'une CUMA." est abrogée;

4° le § 5 est abrogé;

5° le "§ 6" devient le nouveau "§ 5";

6° à ce nouveau § 5, les mots "aux membres" sont supprimés.

Art. 10. A l'article 11, § 1^{er}, de ce même arrêté, les mots "ayant obtenu la reconnaissance de l'administration" sont abrogés.

Art. 11. A l'article 13 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, les mots "selon une répartition précisée dans le plan adopté" sont abrogés;

2° au point 1°, a), les mots "à l'article 1^{er}, 31°" sont remplacés par les mots "à l'article 1^{er}, 35°";

3° au point 1°, b), les mots "versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à 10.000 euros, deux tranches s'il est compris entre 10.000 et 20.000 euros et trois tranches s'il est supérieur à 20.000 euros." sont supprimés et remplacés par les mots "versée en une ou plusieurs tranche(s) égale(s), avec un maximum de trois.";

4° les mots "de la partie" sont insérés entre les mots "75 % du solde restant dû" et les mots "du crédit".

Art. 12. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 2°, a), les mots "pendant une durée minimale de cinq ans" sont insérés entre les mots "correspondant à un produit de qualité différenciée" et les mots "et porter sur des investissements";

2° au § 1^{er}, 2°, b), les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "concernés par le taux de liaison au sol" sont insérés entre les mots "pour les élevages" et les mots "avoir un taux de liaison au sol";
- les mots "au moment du dépôt de la demande" sont remplacés par les mots "au moment de l'introduction de la demande";

3° au § 1^{er}, 2°, c), les mots "dans ce cas, les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 200 par exploitation, APL ou GPL;" sont abrogés;

4° au § 1^{er}, point 4°, les mots "les travaux" sont remplacés par les mots "la réalisation des travaux";

5° au § 1^{er}, point 5°, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "le matériel spécifique" sont remplacés par les mots "l'acquisition de matériel spécifique";
- le mot "majoritairement" est ajouté entre les mots "et/ou d'énergie renouvelable," et les mots "avec des produits";

6° au § 1^{er}, point 6°, les modifications suivantes sont apportées :

- le mot "l'" est ajouté entre les mots "l'aménagement de bâtiments ou" et les mots "adaptation de matériel";
- les mots "afin de réaliser des économies d'énergie en complément aux autres aides publiques déjà octroyées par la Région dans le respect des plafonds d'aides fixés par le Règlement (CE) 1698/2005;" sont remplacés par les mots « afin de réaliser des économies d'énergie et/ou de produire de l'énergie renouvelable :

a) pour les besoins professionnels de l'exploitation en complément aux autres aides publiques déjà octroyées par la Région et dans le respect des plafonds d'aides fixés par le Règlement (CE) 1698/2005;

b) au delà des besoins professionnels »;

7° au § 1^{er}, point 7°, les mots "les aménagements" sont remplacés par les mots "la réalisation d'aménagement";

8° au § 1^{er}, au point 9°, les mots "les investissements" sont remplacés par les mots "la réalisation d'investissements";

9° au § 1^{er}, un point 10° est inséré comme suit : « 10° l'adaptation de bâtiments existants pour répondre à des normes légales allant au-delà des normes communautaires minimales ou pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail qui est réalisée en deçà d'un délai de trente-six mois suivant leur adoption au niveau communautaire ou en deçà de la période de transition prévue par le règlement; »;

10° au § 1^{er}, un point 11° est inséré comme suit : « 11° l'adaptation de bâtiments existants pour répondre aux normes communautaires minimales dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique, du bien-être animal ou de la sécurité sur le lieu du travail par des jeunes exploitants agricoles tels que définis à l'article 22 du Règlement (CE) 1698/2005 qui est réalisée en deçà du délai de trente-six mois suivant leur installation »;

11° au § 2, le point 3° est supprimé;

12° au § 2, le point 4° est supprimé;

13° au § 3, point 1°, les mots "au titre de l'article 91 destiné à la poursuite ou au développement d'une activité" sont remplacés par les mots "au sens de l'article 91 destiné au démarrage ou à la poursuite d'une activité";

14° au § 3, point 2°, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "pour la poursuite ou le développement d'activités" sont remplacés par les mots "pour le démarrage ou la poursuite d'activités";
- les mots "dans ou en dehors de l'exploitation" sont remplacés par les mots "dans ou à proximité de l'exploitation";
- les mots "pour autant qu'ils aient fait partie de la structure de l'exploitation agricole du demandeur depuis au moins cinq ans précédant la demande." sont insérés après les mots "de l'exploitation".

Art. 13. A l'article 15 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "date d'installation effective, en qualité de chef d'exploitation, lorsque celle-ci est intervenue au plus tard avant que l'exploitant ait atteint l'âge de quarante ans." sont supprimés et remplacés par "date d'introduction de la demande d'aide à l'installation, par le bénéficiaire de cette aide.";
- à la deuxième phrase, les mots "Lorsque le bénéficiaire de la majoration" sont remplacés par les mots "Lorsque le bénéficiaire de cette majoration";

- à la deuxième phrase, les mots "installé depuis moins de six ans," sont supprimés;
- à la deuxième phrase, les mots "pour autant que le bénéficiaire de la majoration soit le propriétaire du fonds" sont remplacés par les mots "pour autant que le bénéficiaire en devienne seul propriétaire.";
- 2° au point 2°, les mots "à l'article 1^{er}, 27^o" sont remplacés par les mots "à l'article 1^{er}, 29^o".

Art. 14. A l'article 16 de ce même arrêté, les mots "pour les des aides" sont modifiés et remplacés comme suit : "pour les aides".

Art. 15. A l'article 17 de ce même arrêté, la dernière phrase "Ces montants maximaux éligibles à l'aide sont augmentés de 50 % lorsque le plan d'investissements est présenté soit par une CUMA soit pour les investissements spécifiques du secteur horticole" est abrogée et remplacée par "Ce montant maximal éligible à l'aide est de 600.000 euros lorsque le plan est présenté par une CUMA, une APL, un GPL, un GF et pour les investissements spécifiques du secteur horticole. En dérogation à l'article 18, § 1^{er}, le plafond est fixé à 150.000 euros pour une CUMA et le secteur horticole."

Art. 16. A l'article 18 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° un paragraphe 1^{er} est créé : les mots "§ 1^{er}" sont ajoutés devant les mots "Un plafond de 100.000 euros";
- 2° les mots "des aides allouées à une exploitation" sont remplacés par les mots "des aides allouées à un exploitant agricole";
- 3° est inséré un paragraphe 2, dont le texte est le suivant : "§ 2. En cas de dépassement du plafond fixé au § 1^{er}, une réduction proportionnelle est appliquée sur toutes les aides demandées octroyées pour atteindre le seuil fixé au § 1^{er}."

Art. 17. A l'article 19 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot "conformé" est remplacé par le mot "conformée";
- 2° les mots "et à la mise aux normes" sont ajoutés entre les mots "aux obligations relatives à la mise en conformité" et les mots "des infrastructures de stockage et des effluents d'élevage".

Art. 18. A l'article 21 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, première phrase, les mots "aux exigences de l'article 5, § 1^{er}" sont remplacés par "aux exigences de l'article 7, § 1^{er}";
- 2° au § 2, première phrase, les mots "en dérogation à l'article 18, 1^{er} alinéa," sont remplacés par les mots "en dérogation à l'article 18, § 1^{er},";
- 3° au § 2, deuxième phrase, les mots "Pour son premier plan une nouvelle association peut bénéficier d'une majoration de 50 % des valeurs maximales des investissements éligibles à l'aide fixés à l'article 17." sont remplacés par les mots "Pour le premier plan d'une nouvelle association, le montant maximal éligible, par investissement, est fixé à 600.000 euros.";

4° au § 2, troisième phrase, les mots "la structure et le contenu fixés à l'annexe I^{re}." sont remplacés par les mots "la structure et le contenu approuvés par le Ministre.";

5° au § 3, la phrase "Ce plan doit répondre au prescrit de l'annexe I^{re}." est supprimée et remplacée par la phrase "Le modèle-type de ce plan est approuvé par le Ministre.";

6° au § 4, la phrase "Il doit répondre au prescrit de l'annexe III." est supprimée et remplacée par la phrase "Le modèle-type de ce plan est fixé par l'administration.";

7° au § 4, la phrase "L'introduction et l'instruction du plan d'investissements se font conformément aux articles 5 et 6." est abrogée.

Art. 19. A l'article 22 de ce même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1^{er}, point 1°, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots "et devient agriculteur à la date du dépôt de la demande d'aide" sont supprimés;
 - les mots "l'installation en qualité d'exploitant agricole" sont remplacés par les mots "La date d'installation en qualité d'exploitant agricole";
 - les mots "prouvée par une convention de reprise" sont remplacés par les mots "prouvée par la date de prise d'effet de la convention de reprise";
 - les mots "à défaut" sont supprimés et remplacés par "en cas de création,";
- 2° au § 1^{er}, point 2°, tous les mots "à la date du dépôt de la demande d'aide à l'installation" sont remplacés par les mots "à la date de l'introduction de la demande d'aide à l'installation";
- 3° au § 1^{er}, point 3°, les mots "date de dépôt de la demande d'aide" sont remplacés par "date de l'introduction de la demande d'aide";
- 4° au § 1^{er}, point 5°, les mots "a réalisé à la date d'installation" sont remplacés par "a réalisé à la date de la demande d'aide";
- 5° au § 1^{er}, point 6°, les mots "d'un projet de convention de reprise ou de création" sont remplacés par les mots "d'une convention de reprise enregistrée ou d'un planning de création.";
- 6° au § 1^{er}, point 9°, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots "au terme de plan d'investissement" sont remplacés par les mots "au terme du plan de développement";
 - les mots "avec un minimum de 0,5 UT par exploitation." sont ajoutés après les mots "0,5 unité de travail.";
- 7° au § 2, le titre "pré-demande" est ajouté comme suit : "§ 2. Pré-demande";
- 8° au § 2, deuxième phrase, les mots "Un accusé de réception envoyé" sont remplacés par les mots "une lettre de recevabilité envoyée";
- 9° au § 2, deuxième phrase, les mots "et recevable" sont insérés entre les mots "son dossier est complet" et les mots "ou, dans le cas contraire";
- 10° au § 2, deuxième phrase, les mots "les pièces manquantes" sont remplacées par les mots ", pour les dossiers incomplets, les manquements";
- 11° au § 2, cinquième phrase, les mots "l'accusé de réception" sont remplacés par "la lettre de recevabilité";
- 12° en fin de § 2, les mots suivants sont ajoutés : "Cet avis ne porte que sur l'éligibilité du demandeur";
- 13° le § 2bis est supprimé et remplacé par le texte suivant : "§ 2bis. Demande d'avis préalable.

Toute personne qui, en vue de son installation future, envisage de solliciter l'aide à l'installation peut introduire auprès de l'administration une demande d'avis préalable. Celle-ci contient un projet de plan de développement et a pour objet de statuer sur le principe d'octroi de l'aide à l'installation.

Cette demande d'avis est introduite selon le modèle de formulaire de demande établi par l'administration auquel sont annexés le calcul de viabilité dont question à l'article 7, § 1^{er}, 3°, la dernière comptabilité de gestion de l'exploitation, la dernière déclaration fiscale du demandeur, un projet de convention de reprise ou, selon le cas, une planification de création de l'exploitation.

Une lettre de recevabilité envoyée dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que la demande est complète et recevable ou, dans le cas contraire, une lettre d'irrecevabilité indique, pour les dossiers incomplets, les manquements.

Dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la lettre de recevabilité précisant que la demande est complète et recevable, le Directeur général rend un avis favorable ou défavorable. Toutefois, si en cours d'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir des documents ou informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le délai de traitement du dossier.

La notification du principe d'octroi de l'aide reprend le montant provisoire de l'aide à l'installation, sur base du projet fourni. Elle précise les conditions à remplir au moment de la demande d'aide définitive et les pièces justificatives à fournir à l'appui. S'il y a lieu, elle comprend une invitation à se présenter devant le Comité d'installation des jeunes agriculteurs.

La durée de validité du principe d'octroi est de neuf mois à dater de la notification. Si la demande d'aide définitive n'a pas été introduite dans ce délai, une nouvelle demande d'avis préalable devra être introduite ou le demandeur pourra introduire une demande d'aide sans pouvoir faire prévaloir la décision sur le principe d'octroi de l'aide.;

14° le § 3 est abrogé et remplacé par le texte suivant : « § 3. Demande d'aide.

La demande d'aide à l'installation contenant un plan de développement des activités agricoles doit être introduite par le jeune exploitant dans un délai n'excédant pas douze mois après la date de son installation comme agriculteur, exploitant agricole à titre principal, sur base du formulaire établi par l'administration accompagnée des pièces probantes.

Une lettre de recevabilité envoyée dans les dix jours ouvrables notifie au demandeur que sa demande est complète et recevable ou, dans le cas contraire, une lettre d'irrecevabilité indique, pour les dossiers incomplets, les manquements.

Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier. Cette demande suspend le traitement du dossier.

Dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'aide à l'installation, la décision est notifiée au demandeur. En cas d'avis favorable, cette notification reprend la valeur, la nature des éléments éligibles à l'aide, les montants de l'aide et leur forme ainsi que les pièces à présenter comme justificatifs à l'appui de la demande de liquidation des aides à introduire par la suite.

Si, préalablement à sa demande d'aide, le jeune exploitant a fait usage de la possibilité d'introduire une pré-demande dont question au § 2 pour laquelle il aurait reçu un avis favorable, la condition fixée au § 1^{er}, 2^o, est réputée acceptée.

Si, préalablement à sa demande d'aide, le jeune exploitant a fait usage de la possibilité d'introduire une demande d'avis préalable dont question au § 2bis pour laquelle il aurait reçu un avis favorable, celle-ci est réputée acceptée si la demande d'aide est conforme à la demande d'avis approuvée. Dans le cas contraire, le délai visé à l'alinéa 4 est réduit à deux mois.

Si, préalablement à sa demande d'aide, le jeune exploitant a fait usage de la possibilité d'introduire une demande d'avis préalable dont question au § 2bis pour laquelle il aurait reçu un avis favorable sous conditions, celle-ci est réputée acceptée si ces conditions sont rencontrées et pour peu que la demande d'aide soit conforme à la demande d'avis approuvée.

Dans le cas contraire, le dossier sera examiné sur base des nouveaux éléments.

La décision d'octroi des aides à l'installation est prise dans les dix-huit mois de la signature de la convention de reprise ou de la création de l'exploitation. »;

15° les §§ 4 et 5 sont abrogés;

16° le § 6 est abrogé et est remplacé par le texte suivant : « § 4. Le demandeur peut, dans les deux mois de la réception de la décision sur la demande d'aide, introduire une demande motivée de révision de celle-ci auprès de l'administration à l'attention du Ministre. Dans la demande de révision, le demandeur peut solliciter à être entendu par le Comité d'installation des jeunes agriculteurs.

Dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande motivée de révision, le Comité d'installation des jeunes agriculteurs auditionne le demandeur et adresse son avis au Ministre.

Dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la transmission de l'avis, le Ministre révisé ou non l'avis antérieur. »

Art. 20. A l'article 23 de ce même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 12 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "un plan d'investissement dans son plan de développement" sont remplacés par "un plan d'investissements conjointement à un plan de développement";

2° les mots "§ 2, 1^o" sont insérés entre les mots : "à l'article 14" et les mots "le plan de développement".

Art. 21. A l'article 24 de ce même arrêté, les termes "§ 2" sont ajoutés entre les mots "de trois ans renouvelables." et les mots "Lorsque le Comité d'installation des jeunes agriculteurs".

Art. 22. A l'article 25 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, première phrase, les mots "les indicateurs de suivi" sont abrogés;

2° au § 1^{er}, deuxième phrase, les mots "à l'article 12, § 2" sont abrogés et remplacés par "à l'article 13, 2^o";

3° au § 2, la phrase "Le cas échéant la durée de l'aide devra être adaptée pour rester dans les limites du plafond par investissement fixé aux articles 13 et 26." est abrogée;

4° au § 3, les mots "proportionnellement au nombre de parts détenues par le ou les administrateurs-gérants ou gérants qui satisfont aux conditions reprises à l'article 22." sont supprimés et remplacés par le texte suivant : "sur le nombre de parts reprises par le(s) administrateur(s)-gérant(s) ou gérante(s) qui s'installe(nt) multiplié par la valeur représentative dans une part des éléments éligibles de l'actif sans préjudice du plafond fixé à l'article 27".

Art. 23. A l'article 26 de ce même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 12 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, les mots "fixées à l'article 12, § 1^{er}, point 2" sont abrogés et remplacés par "fixées à l'article 13, 1^o, b";

2° au point 3°, les mots "fixées par l'article 12, § 2" sont abrogés et remplacés par "fixées à l'article 13, 2^o".

Art. 24. A l'article 27 de ce même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 12 février 2009, le mot "conformé" est remplacé par le mot "conformée".

Art. 25. A l'article 28 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la deuxième phrase, les mots "pour la phase de reprise ultérieure" sont abrogés et remplacés par les mots "pour la seconde phase";

2° une troisième phrase, "Les conditions d'éligibilité relatives à la qualification et à la capacité professionnelle visées à l'article 22, § 1^{er}, 2^o, sont réputées acquises pour l'aide en seconde phase si le demandeur a obtenu les aides en première phase antérieurement" est ajoutée après les mots "d'une législation antérieure".

Art. 26. L'article 30 de ce même arrêté est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Art. 30. Les investissements éligibles pour la partie "reprise" du plan de développement sont les suivants :

1° la reprise de matériel;

2° la reprise de cheptel et le regarnissage éventuel en 1^{re} année;

3° la reprise (achat de bâtiments faisant partie de l'exploitation reprise);

4° la reprise de stocks pour un maximum de 20.000 euros par exploitation;

5° l'indemnisation d'arrière-engrais pour un maximum de 350 euros par hectare;

6° l'indemnisation des cultures agricoles en croissance existantes pour un maximum de 750 euros par ha ainsi que la reprise de cultures horticoles sur justification de la valeur;

7° le rachat de parts au sein d'une exploitation agricole personne morale déjà existante à concurrence de la valeur représentative de chaque part des investissements de reprise figurant aux 1° à 6°, sans préjudice de toutes les dispositions du présent chapitre. Cette valeur est établie sur base d'une expertise avec inventaire détaillé par un réviseur d'entreprise agréé par l'Institut des réviseurs d'entreprises ou par un expert-comptable agréé par l'Institut des Experts-Comptables et des Conseillers fiscaux;

8° les frais d'étude liés à la mise en œuvre du plan de développement hors frais de consultant.

Les investissements éligibles pour la partie "création" du plan de développement sont les suivants :

1° l'achat de matériel;

2° l'achat de cheptel en 1^{re} année;

3° la construction et l'achat de bâtiments;

4° les frais d'étude liés à la mise en œuvre du plan de développement hors frais de consultant. »

Art. 27. A l'article 31, § 1^{er}, de ce même arrêté, les mots "de minimis" sont abrogés.

Art. 28. A l'article 32, § 1^{er}, de ce même arrêté, les mots "à l'annexe I^{re}" sont remplacés par les mots "à l'annexe I^{re}".

Art. 29. A l'article 35 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la première phrase, les mots "de minimis" sont abrogés;

2° à la première phrase, les mots "à 80 % des frais" sont remplacés par les mots "à 80 % des frais";

3° à la deuxième phrase, les mots "comprenant ou non un plan d'investissements" sont remplacés par les mots "accompagné ou non d'un plan d'investissements.";

4° les mots "La moitié de cette aide est honorée lors de l'introduction du plan auprès de l'administration, le solde lors de son acceptation. Le solde n'est pas honoré en cas de refus du plan." sont abrogés et remplacés par le texte suivant : « Cette aide est honorée après l'introduction de la déclaration d'investissement - déclaration de créance auprès de l'administration. Cette aide n'est honorée qu'à moitié en cas de refus du plan. »

Art. 30. A l'article 36 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la première phrase, les mots "de minimis" sont abrogés;

2° à la deuxième phrase, les mots "comprenant ou non un plan d'investissements" sont remplacés par les mots "accompagné ou non d'un plan d'investissements.";

3° à la troisième phrase, les mots "honoré lors de" sont remplacés par les mots "honoré après";

4° le texte "Lorsque le rapport de mise en œuvre du plan n'est pas introduit auprès de l'administration dans les trois mois suivant la fin de l'année considérée ou la fin du plan le solde n'est pas honoré et le consultant perd son agrément, dans les formes et selon les modalités prévues à l'article 32, § 4. Le Ministre fixe les modalités d'attribution de cette aide." est supprimé.

Art. 31. Le chapitre IV voit son titre "aides régionale" modifié en "aide régionale".

Art. 32. A l'article 37 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n°1698/2005" sont modifiés et remplacés par "L'aide visée au présent chapitre est conforme au Règlement (CE) n° 1698/2005";

2° au § 3, les mots "au § 1^{er}" sont abrogés et remplacés par les mots "à l'article 41".

Art. 33. A l'article 43 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 3°, les mots "sous forme informatique est" sont remplacés par les mots "sous forme informatique doit";

2° au point 3°, les mots "Le ou les investissements prévus par le plan respectent les normes communautaires qui leurs sont applicables" sont remplacés par les mots "Le(s) investissement(s) prévu(s) par le plan respecte(nt) les normes communautaires qui lui (leur) sont applicables".

Art. 34. A l'article 44 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "décision par le Ministre" sont abrogés et remplacés par "décision par le Directeur général";

2° les mots "aux articles 5 et 8, §§ 1^{er}, 3, 4 et 5" sont abrogés et remplacés par "aux articles 5 et 8, §§ 1^{er} à 5".

Art. 35. A l'article 45 de ce même arrêté, la modification suivante est apportée :

1° les mots "son acceptation par le Ministre" sont abrogés et remplacés par les mots "son acceptation par l'autorité compétente."

Art. 36. A l'article 46 de ce même arrêté, le mot "Ministre" est remplacé par "autorité compétente".

Art. 37. A l'article 47 de ce même arrêté, la phrase "le montant d'aide volontairement abandonné est déduit du plafond de l'aide fixé par l'article 52" est abrogée.

Art. 38. A l'article 48, § 2, de ce même arrêté, après les mots "à 20 %" sont ajoutés les mots "et à 40 % dans les zones franches rurales tel que prévu dans le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon."

Art. 39. A l'article 49 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° première phrase, le mot "sauf" est abrogé et remplacé par "sauf";

2° deuxième phrase, les mots "les travaux de drainage et des travaux" sont modifiés et remplacés par "les travaux de drainage et les travaux".

Art. 40. A l'article 50 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "la valeur maximale éligible par investissement présenté dans le plan est de 250.000 euros. Pour ce qui concerne les investissements en bâtiments," sont supprimés et remplacés par les mots "et les investissements en bâtiments";

2° les mots "de 500.000 euros" sont abrogés et remplacés par les mots "de 750.000 euros".

Art. 41. A l'article 51, 2°, de ce même arrêté, en fin de phrase, sont ajoutés les mots suivants "dans le respect des plafonds d'aides prévus par le présent arrêté ainsi que des plafonds d'aides prévus par le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon."

Art. 42. A l'article 52, § 3, de ce même arrêté, les mots suivants "et ce avant analyse de la demande et refus éventuel de certains investissements" sont abrogés.

Art. 43. A l'article 53 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, les mots "taux de référence" sont abrogés et remplacés par "taux de calcul";

2° les mots "versée en une tranche si le montant de l'aide est inférieur à 50.000 euros, deux tranches s'il est compris entre 100.000 et trois tranches s'il est supérieur à 100.000 euros." sont supprimés et remplacés par les mots "versée en une ou plusieurs tranche(s) égale(s), avec un maximum de trois."

Art. 44. A l'article 54 de ce même arrêté, première phrase, le mot "n'excédent" est modifié en "n'excédant".

Art. 45. A l'article 56 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- à la première phrase, les mots "Sauf accord préalable de l'administration" sont remplacés par "Sauf accord préalable de l'autorité compétente";

- à la troisième phrase, le mot "l'" est ajouté entre les mots "l'affectation ou" et les mots "utilisation d'un matériel".

Art. 46. A la fin de l'article 57 de ce même arrêté, est ajoutée la phrase suivante "Aucune liquidation d'aide pour un nouveau plan ne sera octroyée tant que le rapport final du plan précédent n'aura été déposé et accepté."

Art. 47. A l'article 58 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° première phrase, les mots "relevé des indicateurs prévus par" sont abrogés et remplacés par les mots "suivi du";

2° deuxième phrase, les mots "au contrôleur" sont abrogés et remplacés par "à l'administration";

3° troisième phrase, les mots "En cas d'indicateurs" sont abrogés et remplacés par "En cas de résultats";

4° troisième phrase, les mots "mise en œuvre" sont abrogés et remplacés par "mises en œuvre".

Art. 48. A l'article 60 de ce même arrêté, les mots "Les CUMA et coopératives de transformation ou de commercialisation sont tenues de transmettre à l'administration le rapport" sont modifiés et remplacés par les mots "A la demande de l'administration, les CUMA et coopératives de transformation ou de commercialisation transmettent le rapport".

Art. 49. A l'article 61 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "Les groupements fourragers, les GPL et les APL doivent transmettre à l'administration le rapport" sont modifiés et remplacés par les mots "A la demande de l'administration, les groupements fourragers, les GPL et les APL transmettent le rapport";

2° le mot "à" est inséré entre les mots "au remboursement de celle-ci" et les mots "concurrence de la partie non justifiée".

Art. 50. A l'article 63 de ce même arrêté, première phrase, les mots "à l'administration, selon la présentation fixée par le Ministre," sont abrogés et remplacés par "à l'administration, sur base du modèle qu'elle détermine,".

Art. 51. A l'article 64 de ce même arrêté, la deuxième phrase "Les demandes d'adaptations doivent respecter la structure et le contenu fixés par l'annexe I^{ère}" est abrogée.

Art. 52. A l'article 65 de ce même arrêté, les mots "l'administration suspend les paiements des aides et procède au recouvrement" sont abrogés et remplacés par "l'administration peut suspendre les paiements des aides et/ou procéder au recouvrement".

Art. 53. L'article 66 de ce même arrêté est abrogé et remplacé par : « Art. 66. L'administration fixe les pénalités ou sanctions en cas de dépassement, au cours de la mise en œuvre du plan comptant des investissements en bâtiments d'élevage, du taux de liaison au sol imposé à l'article 14, § 1^{er}, 2°, b). »

Art. 54. A l'article 69, point 6°, de ce même arrêté, les mots "seules la ou les personnes physiques qui répondent à cette condition peuvent" sont modifiés et remplacés par les mots "seule(s) la ou les personne(s) physique(s) qui répond(ent) à cette condition peut/peuvent".

Art. 55. A l'article 70, premier et deuxième tirets, de ce même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 12 février 2009, les mots "122 euro" sont abrogés et remplacés par "122 euros".

Art. 56. A l'article 71 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° en fin de deuxième phrase, les mots "ou qu'il a obtenu un report de paiement de ses cotisations" sont ajoutés;

2° les mots "notifie à l'agriculteur le ou les documents incomplets ou manquants" sont modifiés et remplacés par les mots "notifie à l'agriculteur le (ou les) document(s) incomplet(s) ou manquant(s)".

Art. 57. L'article 77 de ce même arrêté est abrogé et remplacé par le texte suivant : « Art. 77. Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1857/2006 du Conseil du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etats accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001. »

Art. 58. L'article 78 de ce même arrêté est abrogé et remplacé par le texte suivant : « Art. 78. L'exploitant agricole justifiant la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 du présent arrêté peut bénéficier des aides régionales prévues à l'article 10 du Règlement (CE) n° 1857/2006. »

Art. 59. L'article 79 de ce même arrêté est abrogé et remplacé par le texte suivant : « Art. 79. Le Ministre détermine les modalités de demande de ces aides régionales. »

Art. 60. A l'article 83bis de ce même arrêté, dernière phrase, les mots "avant le 30 septembre 2010" sont abrogés et remplacés par "avant le 1^{er} mai 2012, conformément à l'article 46, et pour autant que la demande ait été introduite avant le 1^{er} octobre 2011."

Art. 61. A l'article 84 de ce même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, deuxième phrase, les mots "A l'exception des articles 12, 13, 15 et" sont modifiés et remplacés par "A l'exception des articles 15, 16 et";

2° au § 1^{er}, cinquième phrase, le mot "terminées" est modifié et remplacé par "terminés", et les mots "avant le 30 septembre 2010" sont abrogés et remplacés par "avant le 1^{er} mai 2012, conformément à l'article 7, § 2bis, et pour autant que la demande ait été introduite avant le 1^{er} octobre 2011.";

3° au § 2, première phrase, les mots "portant uniquement sur des investissements en matériel nécessaire" sont abrogés et remplacés par "portant uniquement sur des investissements mobiliers et immobiliers nécessaires";

4° au § 2, deuxième phrase, les mots "A l'exception des articles 12, 13, 15 et" sont modifiés et remplacés par "A l'exception des articles 15, 16 et".

Art. 62. A l'article 86 de ce même arrêté, les mots "alinéa 2" sont abrogés.

Art. 63. A l'article 88 de ce même arrêté, les mots "équivalents temps-plein" sont ajoutés entre les mots "compte un nombre d'employés" et les mots "et d'UT supérieur à douze".

Art. 64. L'article 93 de ce même arrêté est abrogé et remplacé comme suit : « Le Ministre fixe les modalités d'introduction et de traitements des dossiers pour la fin de la période de programmation 2007-2013 et le début de la prochaine période de programmation. »

Art. 65. A l'article 94 de ce même arrêté, première phrase, les mots "certifiée conforme à l'original" sont abrogés.

Art. 66. A l'article 96 de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1°, les mots "parent ou" sont insérés entre le mot "agricole" et le mot "allié";
- 2° au point 1°, les mots "au maximum" sont insérés après les mots "au deuxième degré";
- 3° au point 2°, les mots "parent ou" sont insérés entre le mot "agricole" et le mot "allié";
- 4° au point 2°, les mots "au maximum" sont insérés après les mots "au deuxième degré";
- 5° au point 3°, les mots "jour du dépôt de la demande" sont abrogés et remplacés par "jour de l'introduction de la demande".

Art. 67. L'annexe de ce même arrêté est numérotée : "Annexe I^e. Critères d'agrément des structures de consultance et de reconnaissance des consultants."

Art. 68. A l'annexe I^e de ce même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au troisième tiret, les mots "être actif" sont abrogés et remplacés par "être actives";
- 2° au quatrième tiret, les mots "être structuré" sont abrogés et remplacés par "être structurées";
- 3° au cinquième tiret, les mots "en matière de conseil et de gestion de l'exploitation agricole qui sera reconnue par l'administration" sont modifiés comme suit "en matière de conseil et de gestion de l'exploitation agricole de dix ans";
- 4° le huitième tiret "Sur base de leur expérience professionnelle, pouvoir prouver leur connaissance de la réglementation communautaire, belge et régionale en matière normative et de développement rural" est abrogé;
- 5° au neuvième tiret, les mots "à défaut de diplôme," sont insérés entre les mots "expérience professionnelle" et les mots "pouvoir prouver";
- 6° au neuvième tiret, les mots "leur connaissance" sont abrogés et remplacés par les mots "une expérience professionnelle de dix ans";
- 7° les mots "et le suivi de la mise en œuvre" sont abrogés.

Art. 69. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} septembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2593

[2011/204864]

1. SEPTEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des am 27. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Juli 2011 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. August 2011 in Anwendung von Artikel 9 § 6 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) gegebenen Einverständnisses;

Aufgrund des am 24. September 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45080/4;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die auf dem Gebiet der Beihilfen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft gültigen Rechtsbestimmungen sowie die Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten an die strukturellen Änderungen der Betriebe und deren Lasten anzupassen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zu treffen sind, um die politischen Entscheidungen in der Wallonie umzusetzen und so der Entwicklung in der Landwirtschaft Rechnung zu tragen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2008 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 3° wird im ersten Satz der französischen Fassung der Artikel "la" vor den Wortlaut "personne physique ou morale" gesetzt;

2° ein Punkt 7°*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: «7°*bis*: "Zuständige Behörde": je nach Fall der in Artikel 1, 23° definierte Minister, der Generaldirektor oder der Direktor der Direktion der Agrarstrukturen»;

3° in Punkt 8° der französischen Fassung wird der Begriff "Consultant" klein geschrieben und wird somit zu "consultant";

4° in Punkt 11° der französischen Fassung wird der Begriff "Exploitation" klein geschrieben und wird somit zu "exploitation";

5° in Punkt 12° wird im ersten Satz vor dem Wortlaut "natürliche Person", der Begriff "die" durch den Begriff "jede" ersetzt;

6° in Punkt 13° wird die dort angeführte Begriffsbestimmung durch folgenden Wortlaut ersetzt: «die juristische Person, deren Satzungen als Hauptgesellschaftszweck die landwirtschaftliche Bewirtschaftung angeben, deren Umsatz hauptsächlich aus dieser Bewirtschaftung hervorgeht, und die zudem die folgenden Bedingungen erfüllt:»;

7° in Punkt 13° *a*) der französischen Fassung wird der Wortlaut "le ou les associés gérants de la société doivent" durch den Wortlaut "le ou les associé(s) gérant(s) de la société doit/doivent" ersetzt;

8° in Punkt 13° *b*), dritter Gedankenstrich, wird der Wortlaut "den Geschäftsführern oder Gesellschaftern" durch den Wortlaut "den geschäftsführenden Verwaltern oder Gesellschaftern" ersetzt;

9° in Punkt 13° *b*), fünfter Gedankenstrich, wird der Wortlaut "gemäß Punkt 6° eine Hauptbeschäftigung" durch den Wortlaut "gemäß den Punkten 5° und 6° eine nicht-hauptberufliche Tätigkeit bzw. eine hauptberufliche Tätigkeit" ersetzt;

10° in Punkt 14° der französischen Fassung wird der Begriff "Exploitation en zone défavorisée" klein geschrieben und wird somit zu "exploitation en zone défavorisée";

11° in Punkt 16° der französischen Fassung wird der Begriff "Filière" klein geschrieben und wird somit zu "filière";

12° in Punkt 17° der französischen Fassung wird der Begriff "Garantie publique" klein geschrieben und wird somit zu "garantie publique";

13° in Punkt 20 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Zusammenschluss von zwei Milcherzeugern" wird durch den Wortlaut "Zusammenschluss von zwei bis höchstens fünf Milcherzeugern" ersetzt;

- der Wortlaut "der Zusammensetzung der beiden Betriebe" wird durch den Wortlaut "dem Zusammenschluss der Betriebe" ersetzt;

14° in Punkt 21° der französischen Fassung wird der Begriff "Investissements" klein geschrieben und wird somit zu "investissements";

15° in Punkt 22° der französischen Fassung wird der Wortlaut "Investissement de remplacement" klein geschrieben und wird somit zu "investissement de remplacement";

16° in Punkt 24° der französischen Fassung wird der Wortlaut "Mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" klein geschrieben und wird somit zu "mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage";

17° in Punkt 25° der französischen Fassung wird der Wortlaut "Mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" klein geschrieben und wird somit zu "mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage";

18° in Punkt 26° der französischen Fassung wird der Wortlaut "Plan de développement" klein geschrieben und wird somit zu "plan de développement";

19° in Punkt 27° der französischen Fassung wird der Begriff "Plan d'investissements" klein geschrieben und wird somit zu "plan d'investissements";

20° Punkt 28° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«28° "Produkt von differenzierter Qualität": Produkt, das sich von einem Standardprodukt durch eine Differenzierung seiner Produktionsart (insbesondere Verbesserung der Rückverfolgbarkeit, des tierischen Wohlbefindens, der Umwelt) und / oder durch einen qualitativen Mehrwert auf dem Endprodukt (insbesondere Verbesserung der Geschmacksqualitäten) unterscheidet.

Folgendes entspricht dieser Definition:

- die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel registrierten Produkte;

- die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates vom 20. März 2006 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln registrierten Produkte;

- die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91, geändert durch die Verordnung Nr. 967/2008 des Rates vom 29. September 2008 registrierten Produkte;

- die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die "Eier aus intensiver Auslaufhaltung" oder "Eier aus Bodenhaltung" im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 589/2008 der Kommission vom 23. Juni 2008, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 589/2008 der Kommission vom 24. Juni 2008, mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

- die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die Haltungsformen "extensive Bodenhaltung", "Auslaufhaltung", "Bäuerliche Auslaufhaltung" oder "Bäuerliche Freilandhaltung" im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 543/2008 der Kommission vom 16. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1234/2007 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch und seiner späteren Abänderungen festgelegt worden sind;

- die sonstigen Produkte, die gemäß eines Lastenheftes erzeugt worden sind, das den durch den Minister gemäß dem Dekret vom 19. Dezember 2002, Artikel 1 2° festgelegten Mindestnormen genügt";

21° in Punkt 28° bis der französischen Fassung wird der Begriff "Reprise" klein geschrieben und wird somit zu "reprise";

22° in Punkt 29° bis der französischen Fassung wird der Begriff "Zones défavorisées" klein geschrieben und wird somit zu "zones défavorisées";

23° in Punkt 33° wird der Wortlaut "gemäß Buch I, Titel I, Artikel 2 § 2 vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch den Wortlaut "gemäß Artikel 2 § 2 vierter Gedankenstrich des Gesetzbuches über die Gesellschaften" ersetzt;

24° in Punkt 35° bis der französischen Fassung wird der Begriff "Taux de calcul" klein geschrieben und wird somit zu "taux de calcul";

25° in Punkt 36° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird der Begriff "Unité gros bétail" klein geschrieben und wird somit zu "unité gros bétail";

- zwischen dem Wortlaut "kurz GVE" und dem Wortlaut "Die Anzahl der Großvieheinheiten" wird der Wortlaut "Einheit, nach der Tierbestände verschiedener Arten oder Kategorien verglichen oder anerkannt werden können" eingefügt;

- alle nach den Gedankenstrichen angeführten Begriffe werden klein geschrieben;

26° in Punkt 38° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "de 1 800 heures par an de travail" durch den Wortlaut "de 1 800 heures de travail par an" ersetzt;

- der Wortlaut "wird auf der Grundlage einer Bescheinigung der Sozialversicherungskasse bestimmt; er" wird gestrichen;

- zwischen dem Wortlaut "1 Einheit pro Person" und dem Wortlaut "nicht übersteigen" wird der Wortlaut ", die auf dem Betrieb tätig ist" eingefügt;

- die Zahl "0,5" wird durch die Zahl "0,35" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1°, c) wird der Wortlaut "eines Doktors" durch den Wortlaut "Doktor" ersetzt;

2° in Punkt 1°, d) wird in der französischen Fassung der Wortlaut "le certificat" durch den Wortlaut "certificat" ersetzt;

3° in Punkt 1°, d) wird das letzte Wort "oder" in einer neuen Zeile geschrieben, im Punkt 1° und Punkt 2° deutlich zu trennen;

4° in Punkt 3° wird das letzte Wort "oder" in einer neuen Zeile geschrieben, im Punkt 2° und Punkt 3° deutlich zu trennen;

Art. 3 - In Artikel 3, § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° der französischen Fassung wird der Wortlaut "ou un diplôme de master en bio-ingénieur" durch den Wortlaut "ou d'un diplôme de master en bio-ingénieur" ersetzt;

2° in Punkt 2° wird zwischen dem Wortlaut "sowie" und dem Wortlaut "des Qualifikationszertifikats der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts" der Wortlaut "für die Qualifikation technische Abteilung oder berufliche Abteilung" eingefügt;

3° in Punkt 3° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird zwischen dem Wortlaut "l'enseignement universitaire ou" und dem Wortlaut "un des titres équivalents" der Wortlaut "d'" eingefügt;

- der Wortlaut "ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber" wird durch den Wortlaut "eines Abschlusszeugnisses einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder des von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellten Ausbildungszertifikats als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber" ersetzt;

Art. 4 - In Artikel 4 § 1 Punkt 3° desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Der Minister ist befugt, die Formvorschriften für diese Dokumente festzulegen" wird der Wortlaut "sowie die harmonisierten Mindestnormen für die Aufmachung einer landwirtschaftlichen Buchführung" eingefügt;

2° der Wortlaut "mit einer Mindestdauer von fünf Jahren" wird durch den Wortlaut "und zwar für jede Investition und für jede dieser Investitionen mit einer Mindestdauer von fünf Jahren nach dem entsprechenden Antrag auf Zahlung" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung" durch den Wortlaut "ein innerhalb von zehn Arbeitstagen übermitteltes Schreiben über die Zulässigkeit" ersetzt;

2° in § 1 wird zwischen dem Wortlaut "seine Akte vollständig" und dem Wortlaut "ist" der Wortlaut "und zulässig" eingefügt;

3° in § 1 wird zwischen dem Wortlaut "Gegebenenfalls wird" und dem Wortlaut "mitgeteilt" der Wortlaut "durch ein Schreiben über die Unzulässigkeit";

4° in § 1 wird der Wortlaut "welche Unterlagen fehlen" durch den Wortlaut "welche Mängel die unvollständigen Akten aufweisen" ersetzt;

5° Wechsel der Paragraphen 2 und 3: § 2 wird zu § 3 und § 3 wird zu 2;

6° in § 3bis werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "eine neue Empfangsbestätigung" wird durch den Wortlaut "ein neues Schreiben über die Zulässigkeit" ersetzt;

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "adressé" durch den Wortlaut "adressée" ersetzt;

7° in § 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "der Empfangsbestätigung" wird durch den Wortlaut "des Schreibens über die Zulässigkeit" ersetzt;

- der Wortlaut "wird dabei der vollständige Wortlaut" wird durch den Wortlaut "werden dabei die ersten beiden Sätze" ersetzt;

8° in § 5 wird der Wortlaut "Innerhalb von zwei Monaten nach" wird durch den Wortlaut "Ab" ersetzt;

9° in § 6 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Mitteilung zur Genehmigung" wird durch den Wortlaut "Mitteilung jeglichen Beschlusses" ersetzt;

- der Wortlaut "des Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren oder des Antrags, der sich auf eine einzige Investition bezieht," wird gestrichen;

- 1° zwischen dem Wortlaut "werden" und dem Wortlaut "der Wert" wird der Wortlaut "für jeden Antrag" eingefügt;

- der Wortlaut ", die Begleitindikatoren" wird gestrichen.

Art. 6 - In der Bezeichnung des Abschnitts 1 des ersten Kapitels des zweiten Titels desselben Erlasses wird nach dem Wortlaut "Landwirtschaftliche Betriebe" der Wortlaut "und landwirtschaftlichen Betreiber als juristische Personen" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2010, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- Der Wortlaut "Der landwirtschaftliche Betreiber, der folgende Bedingungen erfüllt, kann in den Genuss von Beihilfen für Investitionen in den Betrieben (auch "Beihilfen" genannt) gelangen: "wird gestrichen und durch den Wortlaut "Bei den Bezugsberechtigten der Beihilfen handelt es sich um die landwirtschaftlichen Betreiber und die landwirtschaftlichen Betreiber als juristische Personen. Folgende Zugangsbedingungen sind durch den landwirtschaftlichen Betreiber zu erfüllen: " ersetzt; - in Punkt 1° der französischen Fassung wird das Wort "est" durch das Wort "être" ersetzt;

- in Punkt 1° wird der Wortlaut "Artikel 96, a) und b)" durch den Wortlaut "Artikel 96, 1° und 2°" ersetzt;

- in Punkt 2° der französischen Fassung wird das Wort "justifie" durch das Wort "justifier" ersetzt;

- in Punkt 3° der französischen Fassung wird das Wort "fournit" durch das Wort "fournir" ersetzt;

- in Punkt 4° der französischen Fassung wird das Wort "retire" durch das Wort "retirer" ersetzt;

- in Punkt 4° wird der Wortlaut "40.000 Euro" durch den Wortlaut "50.000 Euro" ersetzt;

- in Punkt 5° der französischen Fassung wird das Wort "prouve" durch das Wort "prouver" ersetzt;

- in Punkt 6° der französischen Fassung wird das Wort "prouve" durch das Wort "prouver" ersetzt;

- in Punkt 6° wird der Wortlaut "der Hinterlegung" durch den Wortlaut "des Einreichens" ersetzt;

- in Punkt 6° wird nach dem Wortlaut "für die Ersteinrichtung" der Wortlaut ", wobei es sich bei diesem Datum um das Datum handelt, an dem die auf Papier oder in elektronischer Form eingereichte Akte von der Verwaltung als vollständig und zulässig gewertet worden ist" eingefügt;

2° in § 2bis werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut ", par l'autorité compétente," versetzt und zwischen den Wortlaut "date d'acceptation" und den Wortlaut "du plan" eingefügt;

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "ou de son acceptation" nach dem Wortlaut "du plan" eingefügt;

3° in § 3 wird der Wortlaut "Dreijahresplan für die Investitionen" durch den Wortlaut "Investitionsplan" ersetzt;

2° in § 4 wird zwischen den Wortlaut "Ein und derselbe" und den Wortlaut "Betrieb" der Wortlaut "landwirtschaftliche" eingefügt;

5° in § 5 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en)" wird durch den Wortlaut "Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) oder der Antrag, die eine einzige Investition betreffen," ersetzt;

- der Wortlaut "müssen" wird durch den Wortlaut "muss/müssen" ersetzt;

6° in § 6 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in Punkt 1° wird der Wortlaut "den Beihilfeantrag" durch den Wortlaut "den Investitionsplan" ersetzt;

- Punkt 2° wird gestrichen und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «2° wenigstens 50% der Personen, die die Vereinigung bilden, erfüllen die in § 1 festgelegten Bedingungen und sind Eigentümer von wenigstens 50% der Investition, für die die Beihilfe beantragt wird.»;

- Punkt 3° wird gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- im dritten Satz wird der Wortlaut "Des weiteren wird eine preisliche Toleranz von mehr oder weniger 20%" gestrichen und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Des weiteren wird eine Toleranz für einen Preisrückgang, unabhängig von dem Betrag und ungeachtet der Einhaltung der Mindestbeträge für die Investition, sowie eine Toleranz für einen Preisanstieg von maximal 20%»;

2° in § 5 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Über diese in § 4 angeführten Toleranzgrenzen hinaus muss jede Anpassung des verabschiedeten Plans, die den Wert einer Investition, ihre Art oder den Zeitplan der Durchführung betrifft," durch den Wortlaut "Jede Anpassung des verabschiedeten Plans, die den Wert einer Investition, ihre Art oder den Zeitplan der Durchführung betrifft, muss" ersetzt;

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "toute adaptation" durch den Wortlaut "Toute adaptation" ersetzt;

- der Wortlaut "über diese in § 4 angeführten Toleranzgrenzen hinaus" wird zwischen den Wortlaut "die den Wert einer Investition" und den Wortlaut ", ihre Art" eingefügt;

- der Wortlaut "den Zeitplan der Durchführung" wird durch den Wortlaut "die Verlängerung der für die Durchführung vorgesehenen Frist" ersetzt;

- der Satz "Eine derartige Anpassung kann nur für die nicht durchgeführten Investitionen und unter Beachtung der in § 2 erwähnten Bedingungen durchgeführt werden." wird nach dem ersten Satz eingefügt.

- Der zweite Satz "Unter der Bedingung, dass die eingereichten Anpassungen die Zielsetzungen und Richtlinien, die für den Plan bestimmt worden sind, nicht gefährden und nicht dazu führen, dass der Gesamtbetrag für die Beihilfen, die die zuständige Behörde mitgeteilt hat, überstiegen wird, verfügt die Verwaltung über zwanzig Arbeitstage, um auf den Antrag zu antworten." wird gestrichen;

- In dem fünften Satz mit dem Wortlaut "In allen anderen Fällen kann eine Person, die Beihilfen bezieht, Anträge auf Anpassungen höchstens drei mal jährlich im Laufe der Dauer des Plans einreichen." wird der Begriff "jährlich" gestrichen;

- Die letzten Sätze mit dem Wortlaut "Die in Artikel 15 § 3 vorgesehene Erhöhung der Beihilfe geht verloren, falls ein Antrag auf Anpassung eines ursprünglich mit der Unterstützung eines Beraters eingereichten Plans ohne die Unterstützung eines Beraters eingereicht wird. Der Verlust des Anrechts auf die Erhöhung wird rückwirkend für die gesamte Laufzeit des Plans und für alle Investitionen, die der Plan vorsieht, angewandt." werden gestrichen;

3° in § 6 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "der Genehmigung durch den Minister" wird durch den Wortlaut "der Genehmigung durch die zuständige Behörde" ersetzt;

- der letzte Satz mit dem Wortlaut "Ein neuer Plan, den ein Landwirt alleine oder im Rahmen einer Verbindung innerhalb von zwei Monaten nach der genehmigten vorzeitigen Unterbrechung des/der verabschiedeten Plans/Pläne einreicht, wird vorrangig behandelt." wird gestrichen;

4° In § 7 wird der Satz mit dem Wortlaut "Die Hälfte der Beihilfe wird in diesem Fall freiwillig überlassen und von dem in Artikel 18 § 1 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen." aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 9 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "die Anforderungen von Artikel 7 § 1" wird durch den Wortlaut "die Anforderungen von Artikel 7 § 1 1°, 2° und 6°" ersetzt;

2° in § 2, Punkt 2° wird der Wortlaut "der öffentlichen Bürgschaft" durch den Wortlaut "der Subvention mit einem Minimum von fünf Jahren und im Falle der Gewährung der Bürgschaft der Dauer dieser Bürgschaft entspricht" ersetzt;

3° im fünften Satz von § 3 wird der Satz "Ein Landwirt kann die Zulässigkeit ein und desselben Materials oder eines ähnlichen Materials in mehr als einer Genossenschaft nicht rechtfertigen." aufgehoben;

4° § 5 wird aufgehoben;

5° § 6 wird zu § 5;

6° in der französischen Fassung dieses neuen § 5 wird der Wortlaut "aux membres" gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 11 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der von der Verwaltung anerkannt worden ist," aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "nach einem in dem verabschiedeten Plan bestimmten Verteilerschlüssen" aufgehoben;

2° in Punkt 1°, a) wird der Wortlaut "in Artikel 1 31°" durch den Wortlaut "in Artikel 1 35°" ersetzt;

3° in Punkt 1°, b) wird der Wortlaut ", die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 10.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er zwischen 10.000 und 20.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 20.000 Euro liegt." durch den Wortlaut "die in einem oder mehreren gleichen Teilbeträgen (bei maximal drei Teilbeträgen) ausgezahlt wird";

4° der Wortlaut "75% des Darlehens" wird durch den Wortlaut "75% der Restschuld des Teils des Darlehens" ersetzt.

Art. 12 - Artikel 14 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 2°, a) wird zwischen den Wortlaut "Produkt von differenzierter Qualität führt" und den Wortlaut ", beachten oder sich verpflichten" der Wortlaut "während einer Mindestdauer von fünf Jahren" eingefügt;

2° in § 1 2°, b) werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "durch den Anteil der Bodengebundenheit betroffenen" wird zwischen den Wortlaut "Für die" und den Wortlaut "Zuchtbetriebe" eingefügt;

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "au moment du dépôt de la demande" durch den Wortlaut "au moment de l'introduction de la demande" ersetzt;

3° in § 1 2), c) wird der Wortlaut "In diesem Fall werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, dass durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht über 200 je Betrieb, Milcherzeugervereinigung oder Milcherzeugergemeinschaft ansteigt." gestrichen;

4° in § 1 Punkt 4 wird der Wortlaut "die Bodenverbesserungsarbeiten" durch den Wortlaut "die Durchführung von Bodenverbesserungsarbeiten" ersetzt;

5° in § 1 Punkt 5° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Spezifisches Material" wird durch den Wortlaut "der Erwerb von spezifischem Material" ersetzt;

- zwischen den Wortlaut "und/oder erneuerbarer Energie" und den Wortlaut "anhand von Erzeugnissen" wird der Wortlaut "hauptsächlich" eingefügt;

6° in § 1, Punkt 6° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird zwischen den Wortlaut zwischen den Wortlaut "l'aménagement de bâtiments ou" und den Wortlaut "adaptation de matériel" der Wortlaut "l'" eingefügt;

- 6° der Wortlaut "um Energieeinsparungen zu erzielen zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits von der Region gewährt werden und unter Beachtung der durch die Verordnung (EG) 1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für die Beihilfen;" wird durch den Wortlaut "um Energieeinsparungen zu erzielen und/oder erneuerbare Energie zu erzeugen:

a) für den beruflichen Bedarf des Betriebs zusätzlich zu den anderen öffentlichen Beihilfen, die bereits von der Region gewährt werden und unter Beachtung der durch die Verordnung (EG) 1698/2005 festgelegten Höchstbeträge für die Beihilfen;

b) über den beruflichen Bedarf hinaus" ersetzt;

7° in § 1, Punkt 7 wird der Wortlaut "die Vorrichtungen" durch den Wortlaut "die Durchführung von Vorrichtungen" ersetzt;

8° in § 1, Punkt 9° wird der Wortlaut "Investitionen" durch den Wortlaut "die Durchführung von Investitionen" ersetzt;

9° in § 1 wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: «10° die Anpassung von bestehenden Gebäuden um den Gesetzesvorschriften zu entsprechen, die über die auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen hinausgehen oder um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen und dies entweder innerhalb von sechsunddreißig Monaten nach deren Verabschiedung auf Gemeinschaftsebene, oder während der in den Vorschriften vorgesehenen Übergangsfrist;»;

10° in § 1 wird ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: «11° die Anpassung von bestehenden Gebäuden um den auf Gemeinschaftsebene festgelegten Mindestnormen in den Bereichen des Umweltschutzes, der Volksgesundheit, des Wohlergehens der Tiere oder der Sicherheit auf dem Arbeitsplatz zu entsprechen, durchgeführt von jungen Landwirten im Sinne von Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 und dies innerhalb von sechsunddreißig Monaten nach ihrer Niederlassung;»;

11 in § 2 wird Punkt 3° gestrichen;

12° in § 2 wird Punkt 4° gestrichen;

13° in § 3, Punkt 1° wird der Wortlaut "gemäß Artikel 91, bestimmt für die Weiterführung oder die Ausdehnung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit" durch den Wortlaut "gemäß Artikel 91, bestimmt für den Beginn oder die Weiterführung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit" ersetzt;

14° in § 3, Punkt 2° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "für die Weiterführung oder die Ausdehnung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit" wird durch den Wortlaut "für den Beginn oder die Weiterführung einer touristischen, pädagogischen oder handwerklichen Tätigkeit" ersetzt;

- der Wortlaut "innerhalb oder außerhalb des Betriebs" wird durch den Wortlaut "innerhalb des Betriebs oder in seiner Nähe" ersetzt;

- nach dem Wortlaut "oder in seiner Nähe" wird der Wortlaut "insofern sie seit wenigstens fünf Jahren vor Einreichung des Antrags ein struktureller Teil des landwirtschaftlichen Betriebs des Antragstellers waren." eingefügt;

Art. 13 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "Datum der effektiven Niederlassung als Betriebsleiter getätigt wird, wenn diese Niederlassung spätestens stattgefunden hat, bevor der Betreiber das Alter von vierzig Jahren erreicht hat." wird gestrichen und durch den Wortlaut "Datum des Einreichens der Beihilfe für die Niederlassung durch den Bezugsberechtigten dieser Beihilfe." ersetzt;

- im zweiten Satz wird der Wortlaut "der Anhebung" durch den Wortlaut "dieser Anhebung" ersetzt;

- im zweiten Satz wird der Wortlaut "Falls die Niederlassung des Bezugsberechtigten der Anhebung auf weniger als sechs Jahre zurückgeht und er" durch den Wortlaut "Falls der Bezugsberechtigte dieser Anhebung" ersetzt;

- im zweiten Satz wird der Wortlaut "unter der Bedingung, dass es sich bei dem Bezugsberechtigten der Anhebung um den Besitzer des Fonds handelt" durch den Wortlaut "unter der Bedingung, dass der Bezugsberechtigte zum alleinigen Besitzer wird." ersetzt;

2° in Punkt 2° wird der Wortlaut "in Artikel 1 27°" durch den Wortlaut "in Artikel 1 29°" ersetzt;

Art. 14 - In Artikel 16 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "pour les aides" durch den Wortlaut "pour les aides" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 17 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Diese beihilfefähigen Höchstbeträge werden um 50% angehoben wenn der Investitionsplan entweder von einer Gerätenutzungsgenossenschaft eingereicht wird, oder falls es sich um spezifische Investitionen im Bereich des Gartenbaus handelt." aufgehoben und durch den Wortlaut "Dieser beihilfefähige Höchstbetrag beläuft sich auf 600.000 Euro, wenn der Plan von einer Gerätenutzungsgenossenschaft, einer Milcherzeugervereinigung, einer Milcherzeugergemeinschaft oder einem Futtermittelverband eingereicht wird und wenn es sich um spezifische Investitionen im Bereich des Gartenbaus handelt. In Abweichung von Artikel 18 § 1 wird der Höchstbetrag auf 150.000 festgelegt, wenn es sich um eine Gerätenutzungsgenossenschaft und den gartenbaulichen Bereich handelt." ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein § 1 wird geschaffen: der Wortlaut "§ 1" wird vor den Wortlaut "Ein Grenzbetrag von 100.000 Euro" eingefügt;

2° der Wortlaut "die einem Betrieb" wird durch den Wortlaut "die einem landwirtschaftlichen Betreiber";

3° ein zweiter Paragraph wird mit folgendem Wortlaut eingefügt: « § 2. Wird der in § 1 angeführte Grenzbetrag überschritten, wird eine entsprechende Verringerung auf alle beantragten Beihilfen angewandt, bis der in § 1 festgelegte Grenzbetrag erreicht wird. »

Art. 17 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung der Wortlaut "conforme" durch den Wortlaut "conformée" ersetzt;

2° zwischen den Wortlaut "an die geltenden Vorschriften" und den Wortlaut "nicht Folge geleistet hat" wird der Wortlaut "und auf die Anpassung an die Normen" eingefügt.

Art. 18 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz von § 1 wird der Wortlaut "die Anforderungen von Artikel 5 § 1" durch den Wortlaut "die Anforderungen von Artikel 7 § 1" ersetzt;

2° im ersten Satz von § 2 der französischen Fassung wird der Wortlaut "den dérogation à l'article 18, 1^{er} alinéa" durch den Wortlaut "en dérogation à l'article 18, paragraphe 1^{er}," ersetzt;

3° im zweiten Satz von § 2 wird der Wortlaut "Für ihren ersten Plan kann einer neuen Vereinigung eine Anhebung um 50% der in Artikel 17 festgelegten Höchstwerte für die beihilfefähigen Investitionen gewährt werden." durch den Wortlaut "Handelt es sich um den ersten Plan einer neuen Vereinigung, beläuft sich der beihilfefähige Höchstbetrag pro Investition auf 600.000 Euro.;"

4° im dritten Satz von § 2 wird der Wortlaut "der die Struktur und den in Anlage I bestimmten Genauigkeitsgrad beachtet" durch den Wortlaut "der die Struktur und den Inhalt, die durch den Minister genehmigt worden sind, beachtet" ersetzt;

5° in § 3 wird der Wortlaut "Dieser Plan muss die Auflagen der Anlage I erfüllen." gestrichen und durch den Wortlaut "Die Mustervorlage dieses Plans wird durch den Minister genehmigt." ersetzt;

6° in § 4 wird der Wortlaut "Dieser Plan muss die Auflagen der Anlage III erfüllen." gestrichen und durch den Wortlaut "Die Mustervorlage dieses Plans wird durch die Verwaltung festgelegt." ersetzt;

7° in § 4 wird der Wortlaut "Die Einreichung und die Prüfung des Investitionsplans erfolgen nach den Bestimmungen der Artikel 5 und 6." gestrichen.

Art. 19 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Punkt 1° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Wortlaut "und am Datum der Hinterlegung des Beihilfeantrags Landwirt wird" wird gestrichen;

- der Wortlaut "Die Niederlassung einer natürlichen Person als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betreiber" wird durch den Wortlaut "Das Datum der Niederlassung einer natürlichen Person als hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betreiber" ersetzt;

- der Wortlaut "wird durch eine Übereinkunft" wird durch den Wortlaut "wird durch das Datum des Wirksamwerdens der Übereinkunft" ersetzt;

- der Wortlaut "in Ermangelung" wird durch den Wortlaut "im Falle einer Gründung";

2° in § 1 Punkt 2° werden der Wortlaut "am Datum der Hinterlegung der Niederlassung" sowie der Wortlaut "am Datum der Hinterlegung des Niederlassungsantrags" jeweils durch den Wortlaut "am Datum des Einreichens des Antrags auf Beihilfe für die Niederlassung" ersetzt;

3° in § 1 Punkt 3° wird der Wortlaut "Datum der Hinterlegung des Beihilfeantrags" durch den Wortlaut "Datum des Einreichens des Beihilfeantrags" ersetzt;

4° in § 1 Punkt 5° wird der Wortlaut "am Tag der Einrichtung" durch den Wortlaut "am Tag des Antrags auf Beihilfe" ersetzt;

5° in § 1 Punkt 6° wird der Wortlaut "ein Projekt einer Übernahme- oder Gründungsvereinbarung" durch den Wortlaut "eine eingetragene Übereinkunft oder ein Gründungsplan" ersetzt;

6° in § 1 Punkt 9° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung wird der Wortlaut "au terme de plan d'investissement" durch den Wortlaut "au terme du plan de développement" ersetzt;

- nach dem Wortlaut "pro 0,5 Arbeitseinheiten beläuft" wird der Wortlaut ", mit einem Minimum von 0,5 Arbeitseinheiten pro Betrieb" eingefügt;

7° in § 2 wird der Titel "Vorantrag" wie folgt hinzugefügt: «§ 2 Vorantrag»;

8° in § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "eine innerhalb von zehn Arbeitstagen übermittelte Empfangsbestätigung" durch den Wortlaut "ein innerhalb von zehn Arbeitstagen übermitteltes Schreiben über die Zulässigkeit" ersetzt;

9° in § 2 Absatz 2 wird nach dem Begriff "vollständig" der Wortlaut "und zulässig" eingefügt;

10° in § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "Gegebenenfalls wird mitgeteilt, welche Unterlagen fehlen." durch den Wortlaut "Handelt es sich um unvollständige Akten, werden die Mängel mitgeteilt";

11° in § 2 Absatz 5 wird der Wortlaut "der den vollständigen Charakter des Vorantrags bestätigenden Empfangsbestätigung" durch den Wortlaut "des den vollständigen Charakter des Vorantrags bestätigenden Schreibens über die Zulässigkeit";

12° Am Ende von § 2 wird folgendes hinzugefügt: "Dieses Gutachten betrifft lediglich die Zulässigkeit des Antragstellers";

13° Paragraph § 2bis wird gestrichen und durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «§ 2bis - Beantragung eines vorherigen Gutachtens.

Jede Person, die im Hinblick auf eine geplante Niederlassung beabsichtigt, eine Beihilfe für die Niederlassung zu beantragen, kann bei der Verwaltung einen Antrag auf ein vorheriges Gutachten einreichen. Dieser Antrag umfasst den Entwurf eines Entwicklungsplans und zielt darauf ab, über den Grundsatz der Gewährung einer Beihilfe für die Niederlassung zu befinden.

Dieser Antrag auf ein Gutachten wird auf der Grundlage des von der Verwaltung ausgearbeiteten Musters des Antragsformulars eingereicht, dem die in Artikel 7 § 1 3° angeführte Berechnung der Tragfähigkeit beigelegt wird, sowie die letzte Buchführung des Betriebs, die letzte Steuererklärung des Antragstellers, ein Entwurf einer Übernahmevereinbarung oder gegebenenfalls ein Plan für die Betriebsgründung.

Durch ein innerhalb von zehn Arbeitstagen übermitteltes Schreiben über die Zulässigkeit wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob sein Antrag vollständig und zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird ihm durch ein Schreiben über die Unzulässigkeit mitgeteilt, welche Mängel bestehen.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Übermittlung des Schreibens, aus dem hervorgeht, dass der Antrag vollständig und zulässig ist, gibt der Generaldirektor ein günstiges oder ungünstiges Gutachten ab. Falls die Verwaltung im Laufe der Prüfung der Akte zu der Ansicht gelangt, dass sie ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen muss, so teilt sie dem Antragsteller dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung für die Aktenprüfung vorgesehenen Frist.

Die Mitteilung über die grundsätzliche Bewilligung der Beihilfe führt den vorläufigen Betrag der Niederlassungsbeihilfe auf der Grundlage des übermittelten Projekts an. Zudem werden darin die Bedingungen angeführt, die zum Zeitpunkt des endgültigen Beihilfeantrags zu erfüllen sind, sowie die Belege die zu seiner Rechtfertigung beizufügen sind. Gegebenenfalls umfasst sie eine Aufforderung, vor dem Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte vorstellig zu werden.

Die Gültigkeitsdauer der grundsätzlichen Bewilligung beträgt neun Monate ab der Mitteilung. Ist der endgültige Beihilfeantrag innerhalb dieser Frist nicht eingereicht worden, muss ein neuer Antrag auf ein vorheriges Gutachten eingereicht werden, in dem der Antragsteller einen Beihilfeantrag einreichen kann, ohne sich dabei jedoch auf die Grundsatzentscheidung der Gewährung einer Beihilfe berufen zu können.»;

14° § 3 wird gestrichen und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «§ 3 - Beihilfeantrag

Der Antrag auf eine Beihilfe für die Niederlassung, der einen Plan über die Entwicklung von landwirtschaftlichen Aktivitäten umfasst ist durch den jungen Landwirt innerhalb einer zwölfmonatigen Frist nach dem offiziellen Datum der Niederlassung als Landwirt, hauptberuflicher landwirtschaftlicher Betriebsinhaber anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars, dem beweiskräftige Schriftstücke beizufügen sind, einzureichen.

Durch ein innerhalb von zehn Arbeitstagen übermitteltes Schreiben über die Zulässigkeit wird dem Antragsteller mitgeteilt, ob sein Antrag vollständig und zulässig ist oder nicht. Gegebenenfalls wird ihm durch ein Schreiben über die Unzulässigkeit mitgeteilt, welche Mängel bestehen.

Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit. Diese Anfrage führt zur Aussetzung der Aktenprüfung.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Eingang des vollständigen Beihilfeantrags für die Niederlassung wird dem Antragsteller die Entscheidung mitgeteilt. Im Fall eines günstigen Gutachtens werden in dieser Mitteilung der Wert und die Art der Investitionen, für die eine Beihilfe gewährt wird, sowie pro Investition der Betrag, die Art der Beihilfe sowie die zur Rechtfertigung des im Nachhinein einzureichenden Antrags auf Auszahlung der Beihilfen vorzulegenden Dokumente angegeben.

Falls der junge Landwirt bevor er seinen Beihilfeantrag eingereicht hat, die Möglichkeit in Anspruch genommen hat, den in § 2 erwähnten Vorantrag einzureichen, über den er ein günstiges Gutachten erhalten hat, gilt die in § 1 2° angeführte Bedingung als erfüllt.

Falls der junge Landwirt bevor er seinen Beihilfeantrag eingereicht hat, die Möglichkeit in Anspruch genommen hat, den in § 2bis erwähnten Vorantrag einzureichen, über den er ein günstiges Gutachten erhalten hat, so gilt dieser als erfüllt, wenn der Beihilfeantrag mit dem genehmigten Antrag auf ein Gutachten übereinstimmt. Anderenfalls wird die in Absatz 4 erwähnte Frist auf zwei Monate verringert.

Falls der junge Landwirt bevor er seinen Beihilfeantrag eingereicht hat, die Möglichkeit in Anspruch genommen hat, den in § 2bis erwähnten Vorantrag einzureichen, über den er ein bedingt günstiges Gutachten erhalten hat, so gilt dieser als erfüllt, wenn die betreffenden Bedingungen erfüllt werden und unter der Bedingung, dass der Beihilfeantrag mit dem genehmigten Antrag auf ein Gutachten übereinstimmt.

Anderenfalls wird die Akte auf der Grundlage neuer Elemente geprüft.

Die Entscheidung zur Gewährung der Beihilfen für die Niederlassung wird innerhalb von achtzehn Monaten nach der Unterzeichnung der Vereinbarung zur Übernahme oder Gründung des Betriebs getroffen.»;

15° § 4 und § 5 werden aufgehoben;

§ 16° § 6 wird aufgehoben und durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «§ 4. Innerhalb von zwei Monaten nach der Zustellung des Beschlusses über den Beihilfeantrag ist der Antragsteller berechtigt, einen begründeten Antrag auf Revision des Beschlusses bei dem Minister einzureichen. In diesem Antrag kann der Antragsteller darum bitten, durch den Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte angehört zu werden.

Innerhalb von dreißig Arbeitstagen nach dem Eingang des begründeten Revisionsantrags hört der Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte den Antragsteller an und übermittelt er dem Minister sein Gutachten.

Innerhalb einer Frist von fünfzehn Arbeitstagen ab dem Datum, an dem das Gutachten übermittelt wurde, revidiert der Minister das frühere Gutachten oder er lässt es unverändert.»

Art. 20 - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "einen Investitionsplan in seinem Entwicklungsplan" wird durch den Wortlaut "einen Investitionsplan gemeinsam mit einem Entwicklungsplan" ersetzt;

2° die Begriffe ", § 2, 1°" werden zwischen den Wortlaut "von Artikel 14" und den Wortlaut "kann der Entwicklungsplan" eingefügt.

Art. 21 - In Artikel 24 desselben Erlasses wird der Begriff "§ 2" zwischen den Wortlaut "für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren." und den Wortlaut "Wenn der Ausschuss für die Niederlassung der Junglandwirte" eingefügt.

Art. 22 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz von § 1 wird der Wortlaut ", die Begleitindikatoren" aufgehoben;

2° im zweiten Satz von § 1 wird der Wortlaut "Artikel 12 § 2" durch den Wortlaut "Artikel 13 2°" ersetzt;

3° in § 2 wird der Wortlaut "Gegebenenfalls wird die Dauer der Beihilfe angepasst, um die in den Artikeln 13 und 26 festgelegten Grenzen pro Investition nicht zu übersteigen" gestrichen;

4° in § 3 wird der Wortlaut "im Verhältnis zu der Anzahl Anteile gewährt, die der oder die geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer, die die in Artikel 22 angeführten Bedingungen erfüllen, besitzen." gestrichen und durch folgenden Wortlaut ersetzt: "für die Anzahl der Anteile gewährt, die von dem/den geschäftsführenden Verwalter(n) oder Geschäftsführer(n), der/die sich niederlässt/niederlassen, übernommen werden, multipliziert durch den repräsentativen Wert eines Anteils der beihilfefähigen Bestandteile der Aktiva unbeschadet des in Artikel 27 festgelegten Grenzwertes".

Art. 23 - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "nach den in Artikel 12 § 1, 2°" durch den Wortlaut "nach den in Artikel 13 1°, b" ersetzt;

2° in Punkt 3° wird der Wortlaut "in Artikel 12 § 2 festgelegten" durch den Wortlaut "in Artikel 13 2° festgelegten" ersetzt;

Art. 24 - In Artikel 27 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2009, wird in der französischen Fassung der Wortlaut "conforme" durch den Wortlaut "conformée" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 28 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im zweiten Satz wird der Wortlaut "im Rahmen der späteren Phase der Wiederaufnahme" durch den Wortlaut "für die zweite Phase" ersetzt;

2° nach dem Wortlaut "Phase der Wiederaufnahme." wird ein dritter Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt: «Die in Artikel 22 § 1, 2° angeführten Bedingungen für die Beihilfefähigkeit bezüglich der beruflichen Qualifikation und Fähigkeit gelten für die im Rahmen der zweiten Phase gewährte Beihilfe als erfüllt, insofern der Antragsteller vorher die Beihilfen im Rahmen der ersten Phase erhalten hat.»

Art. 26 - Artikel 30 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 30 - Bei den Investitionen, die für den Abschnitt "Übernahme" des Entwicklungsplans zulässig sind, handelt es sich um folgende:

1° die Übernahme von Geräten;

2° die Übernahme eines Viehbestandes und dessen eventuelle Ergänzung im Laufe des ersten Jahres;

3° die Übernahme (Ankauf von Gebäuden, die Teil des übernommenen Betriebs sind);

4° die Übernahme von Lagerbeständen zu einem Höchstbetrag von 20.000 Euro je Betrieb;

5° die Entschädigung für den Nacheffekt der Düngung zu einem Höchstbetrag von 350 Euro je Ha;

6° die Entschädigung für bestehende, schon wachsende Kulturen zu einem Höchstbetrag von 750 Euro je Ha sowie die Übernahme von Kulturen des Gartenbaus nach Rechtfertigung des Wertes;

7° der Rückkauf der Anteile innerhalb eines landwirtschaftlichen Betriebs, der die Form einer juristischen Person besitzt in Höhe des repräsentativen Wertes jedes Anteils der im Rahmen der Übernahme getätigten Investitionen, die oben unter den Punkten 1° bis 6° angeführt werden, unbeschadet aller Bestimmungen des vorliegenden Kapitels. Dieser Wert wird bestimmt auf der Grundlage einer durch einen durch das Institut der Betriebsrevisoren zugelassenen Betriebsrevisor oder durch einen durch das Institut der Buchprüfer und Steuerberater zugelassenen Buchprüfer erstellten Begutachtung mit detaillierter Bestandsaufnahme;

8° die Kosten für Studien im Rahmen der Umsetzung des Entwicklungsplans außer den Beraterkosten.

Bei den Investitionen, die für den Abschnitt "Gründung" des Entwicklungsplans zulässig sind, handelt es sich um folgende:

1° der Ankauf von Geräten;

2° der Ankauf eines Viehbestandes im Laufe des ersten Jahres;

3° der Bau und Ankauf von Gebäuden;

4° die Kosten für Studien im Rahmen der Umsetzung des Entwicklungsplans außer den Beraterkosten.»

Art. 27 - In Artikel 31 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "De-minimis-" aufgehoben.

Art. 28 - In Artikel 32 § 1 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "à l'Annexe I^{er}" durch den Wortlaut "à l'Annexe I" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 35 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird der Wortlaut "de minimis-" aufgehoben;

2° in der französischen Fassung wird im ersten Satz der Wortlaut "à 80% les des frais" durch den Wortlaut "à 80% des frais" ersetzt;

3° im zweiten Satz wird der Wortlaut "der einen Investitionsplan umfasst oder nicht" durch den Wortlaut "dem ein Investitionsplan beigefügt wird oder nicht" ersetzt.;

4° Der Wortlaut "Die Hälfte dieser Beihilfe wird bei dem Einreichen des Plans bei der Verwaltung ausgezahlt, der Restbetrag bei der Genehmigung des Plans. Der Restbetrag wird nicht ausgezahlt, falls der Plan abgelehnt wird." wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Diese Beihilfe wird ausgezahlt, nachdem die Investitionserklärung - Forderungsanmeldung bei der Verwaltung eingereicht worden ist. Falls der Plan abgelehnt wird, wird diese Beihilfe nur zur Hälfte ausgezahlt".

Art. 30 - In Artikel 36 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird der Wortlaut "de minimis-" aufgehoben;

2° im zweiten Satz wird der Wortlaut "der einen Investitionsplan umfasst oder nicht" durch den Wortlaut "dem ein Investitionsplan beigefügt wird oder nicht" ersetzt.;

3° im dritten Satz werden der Wortlaut "wenn bei der Verwaltung" durch den Wortlaut "nachdem bei der Verwaltung" und der Wortlaut "eingeht" durch den Wortlaut "eingegangen ist" ersetzt;

4° Der Wortlaut "Wird der Bericht über die Umsetzung des Plans nicht innerhalb von drei Monaten nach Ablauf des betreffenden Jahres oder nach dem Abschluss des Plans bei der Verwaltung eingereicht, so wird der Restbetrag nicht ausgezahlt und verliert der Berater seine Zulassung nach den in Artikel 32^o, § 4 vorgesehenen Formvorschriften und Modalitäten. Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe." wird gestrichen.

Art. 31 - In der französischen Fassung wird der Titel von Kapitel IV "aides régionale" abgeändert und durch "aide régionale" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 37 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005" durch den Wortlaut "Die in dem vorliegenden Kapitel angeführte Beihilfen entspricht der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005" ersetzt;

2° in § 3 wird der Wortlaut "in § 1" wird durch den Wortlaut "in Artikel 41" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 43 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 3° der französischen Fassung wird der Wortlaut "sous forme informatique est" durch den Wortlaut "sous forme informatique doit" ersetzt;

2° in Punkt 3° wird der Wortlaut "Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) müssen außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten" durch den Wortlaut "Die in dem Plan vorgesehene(n) Investition(en) muss (müssen) außerdem die auf sie anwendbaren gemeinschaftlichen Normen beachten" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 44 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "die Beschlussfassung durch den Minister" wird aufgehoben und durch den Wortlaut "die Beschlussfassung durch den Generaldirektor" ersetzt;

2° der Wortlaut "in den Artikeln 5 und 8 § 1, 3, 4 und 5" wird aufgehoben und durch den Wortlaut "in den Artikeln 5 und 8 § 1 bis 5" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 45 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "der Genehmigung durch den Minister" wird durch den Wortlaut "der Genehmigung durch die zuständige Behörde" ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 46 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der Minister" durch den Wortlaut "die zuständige Behörde" ersetzt:

Art. 37 - In Artikel 47 desselben Erlasses wird der Satz "Der in diesem Fall freiwillig überlassene Betrag der Beihilfe wird von dem in Artikel 52 festgelegten Gesamthöchstbetrag der Beihilfe abgezogen." aufgehoben.

Art. 38 - In Artikel 48 § 2 desselben Erlasses wird nach dem Wortlaut "auf 20% angehoben" der Wortlaut "und auf 40% in den ländlichen Freizonen gemäß den Bestimmungen des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft" hinzugefügt.

Art. 39 - In Artikel 49 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz der französischen Fassung wird der Begriff "saufs" durch den Begriff "sauf" ersetzt;

2° im zweiten Satz der französischen Fassung wird der Wortlaut "les travaux de drainage et des travaux" durch den Wortlaut "les travaux de drainage et les travaux" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 50 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut "Der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 250.000 Euro für die Investitionen in Geräte oder in Ausrüstungen. Für die Investitionen in Gebäude beträgt der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 500.000 Euro." wird durch den Wortlaut "Der beihilfefähige Höchstbetrag pro in dem Plan angeführte Investition beträgt 500.000 Euro für die Investitionen in Geräte oder in Ausrüstungen sowie für die Investitionen in Gebäude." ersetzt;

2° der Wortlaut "500.000 Euro" wird aufgehoben und durch den Wortlaut "750.000 Euro" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 51 2° desselben Erlasses wird am Ende des Satzes folgender Wortlaut hinzugefügt: "unter Beachtung der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Höchstbeträge für die Beihilfen sowie der gemäß den Bestimmungen des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft vorgesehenen Höchstbeträge für die Beihilfen."

Art. 42 - In Artikel 52 § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "bevor der Antrag geprüft wird und ggf. bestimmte Investitionen abgewiesen werden," aufgehoben.

Art. 43 - In Artikel 53 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "Referenzsatz" aufgehoben und durch den Wortlaut "Berechnungssatz" ersetzt;

2° der Wortlaut ", die in einem Mal ausgezahlt wird, wenn der Betrag der Beihilfe unter 50.000 Euro liegt, in zwei Teilbeträgen, wenn er unter 100.000 Euro liegt und in drei Teilbeträgen, wenn er über 100.000 Euro liegt" wird gestrichen und durch den Wortlaut "die in einem oder mehreren gleichen Teilbeträgen (bei maximal drei Teilbeträgen) ausgezahlt wird" ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 54 desselben Erlasses wird im ersten Satz der französischen Fassung der Wortlaut "n'excédent" durch den Wortlaut "n'excédant" ersetzt.

Art. 45 - In Artikel 56 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- im ersten Satz wird der Wortlaut "Außer wenn eine vorher eingeholte Zustimmung der Verwaltung vorliegt" durch den Wortlaut "Außer wenn eine vorher eingeholte Zustimmung der zuständigen Behörde vorliegt" ersetzt;

- im dritten Satz der französischen Fassung wird zwischen den Wortlaut "l'affectation ou" und den Wortlaut "utilisation d'un matériel" der Wortlaut "l'" eingefügt;

Art. 46 - Am Ende von Artikel 57 desselben Erlasses wird der folgende Satz hinzugefügt: "So lange der Abschlussbericht des vorherigen Plans nicht eingereicht und angenommen worden ist, erfolgt keinerlei Auszahlung einer Beihilfe für einen neuen Plan".

Art. 47 - In Artikel 58 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird der Wortlaut "das Verzeichnis der in dem Plan angeführten Indikatoren" aufgehoben und durch den Wortlaut ", ob der Plan beachtet wird" ersetzt;

2° im zweiten Satz wird der Wortlaut "dem Kontrolleur" aufgehoben und durch den Wortlaut "der Verwaltung" ersetzt;

3° im zweiten Satz wird der Wortlaut "Liegen die Indikatoren" aufgehoben und durch den Wortlaut "Liegen die Ergebnisse" ersetzt;

4° im dritten Satz der französischen Fassung wird der Wortlaut "mise en œuvre" aufgehoben und durch den Wortlaut "mises en œuvre" ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 60 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die Gerätenutzungsgenossenschaften und die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung sind verpflichtet, der Verwaltung" abgeändert und durch den Wortlaut "Auf Anfrage der Verwaltung sind die Gerätenutzungsgenossenschaften und die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung verpflichtet," ersetzt.

Art. 49 - In Artikel 61 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Die Maschinenringe, Milcherzeugergemeinschaften und Milcherzeugervereinigungen sind verpflichtet, der Verwaltung" wird abgeändert und durch den Wortlaut "Auf Anfrage der Verwaltung sind die Maschinenringe, Milcherzeugergemeinschaften und Milcherzeugervereinigungen verpflichtet," ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird zwischen dem Wortlaut "au remboursement de celle-ci" et les mots "concurrence de la partie non justifiée" der Begriff "à" eingefügt.

Art. 50 - In Artikel 63 desselben Erlasses wird im ersten Satz der französischen Fassung der Wortlaut "à l'administration, selon la présentation fixée par le Ministre," aufgehoben und durch den Wortlaut "à l'administration, sur base du modèle qu'elle détermine," ersetzt.

Art. 51 - In Artikel 64 desselben Erlasses wird der zweite Satz mit dem Wortlaut "Diese Anträge auf Anpassungen müssen die Struktur und den in Anlage I bestimmten Inhalt beachten." aufgehoben.

Art. 52 - In Artikel 65 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung der Wortlaut "l'administration suspend les paiements des aides et procède au recouvrement" aufgehoben und durch den Wortlaut "l'administration peut suspendre les paiements des aides et/ou procéder au recouvrement" ersetzt.

Art. 53 - Artikel 66 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «Die Verwaltung bestimmt die Strafen oder Sanktionen, falls im Laufe der Umsetzung des Plans, der Investitionen in Zuchtgebäude umfasst, der in Artikel 14 § 1 2°, b) angeführte Grenzwert des Anteils der Bodengebundenheit überstiegen wird».

Art. 54 - In Artikel 69 Punkt 6) desselben Erlasses wird der Wortlaut "kann nur der natürlichen Person oder den natürlichen Personen, die diese Bedingung erfüllen" abgeändert und durch den Wortlaut "kann nur der natürlichen Person oder den natürlichen Personen, die diese Bedingung erfüllt/erfüllen" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel 70 desselben Erlasses, erster und zweiter Gedankenstrich, abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2009, wird in der französischen Fassung der Wortlaut "€ 122" aufgehoben und durch den Wortlaut "122 euros" ersetzt.

Art. 56 - In Artikel 71 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im zweiten Satz wird hinter dem Wortlaut "Zahlung des Beitrags" der Wortlaut "oder der Gewährung einer Verlängerung der Frist für die Zahlung der Beiträge" eingefügt;

2° der Wortlaut "teilt die Verwaltung dem Erzeuger mit, welche Unterlagen unvollständig sind oder fehlen" wird abgeändert und durch den Wortlaut "teilt die Verwaltung dem Erzeuger mit, welche Unterlage(n) unvollständig ist/sind oder fehlt/fehlen" ersetzt.

Art. 57 - Artikel 77 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Art. 77 - Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen entsprechen der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 des Rates vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001.»

Art. 58 - Artikel 78 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «Art. 78 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuss der in Artikel 10 der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 vorgesehenen Beihilfen gelangen.»

Art. 59 - Artikel 79 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «Art. 79 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Beantragung dieser regionalen Beihilfen.»

Art. 60 - In Artikel 83bis desselben Erlasses wird im letzten Satz der Wortlaut "vor dem 30. September 2010 bei der Verwaltung eingereicht werden." aufgehoben und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «vor dem 1. Mai 2012 bei der Verwaltung eingereicht werden, gemäß Artikel 46 und unter der Bedingung, dass der Antrag vor dem 1. Oktober 2011 eingereicht worden ist.»

Art. 61 - In Artikel 84 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im zweiten Satz von § 1 wird der Wortlaut "Mit Ausnahme der Artikel 12, 13, 15" geändert und durch den Wortlaut "Mit Ausnahme der Artikel 15 16" ersetzt.

2° In im fünften Satz von § 1 wird in der französischen Fassung der Wortlaut "terminées" abgeändert und durch den Wortlaut "terminés" ersetzt und wird der Wortlaut "vor dem 30. September 2010" aufgehoben und durch den Wortlaut "vor dem 1. Mai 2012 gemäß Artikel 7, § 2 bis und unter der Bedingung, dass der Antrag vor dem 1. Oktober 2011 eingereicht worden, ist bei der Verwaltung eingereicht werden." ersetzt;

3° im ersten Satz von § 2 wird der Wortlaut "die sich ausschließlich auf Investitionen für Material beziehen, das notwendig ist," aufgehoben und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «die sich ausschließlich auf Investitionen in bewegliche und unbewegliche Güter beziehen, die notwendig sind,»;

4° im zweiten Satz von § 2 wird der Wortlaut "Mit Ausnahme der Artikel 12, 13, 15" geändert und durch den Wortlaut "Mit Ausnahme der Artikel 15, 16" ersetzt.

Art. 62 - In Artikel 86 desselben Erlasses wird der Wortlaut ", Absatz 2" aufgehoben.

Art. 63 - In Artikel 88 desselben Erlasses wird zwischen den Wortlaut "mehr als 12 Beschäftigte" und den Wortlaut "und AKE" der Wortlaut "(Vollzeiteinheiten)" eingefügt.

Art. 64 - Artikel 93 desselben Erlasses wird aufgehoben und durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Der Minister legt die Modalitäten für das Einreichen und die Bearbeitung der Akten für das Ende des Programmplanungszeitraums 2007-2013 und den Beginn des nächsten Programmplanungszeitraums fest.»

Art. 65 - In Artikel 94 desselben Erlasses wird im ersten Satz der Wortlaut "das Original über die Gewährung der Zinssubvention beigefügt wird, sowie eine als gleichlautend genehmigte Abschrift" durch den Wortlaut "eine Abschrift" ersetzt und wird nach dem Wortlaut "etwaigen Anlagen" der Wortlaut "beigefügt wird" eingefügt.

Art. 66 - In Artikel 96 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "im zweiten Grad verwandten oder verschwägerten" ersetzt;

2° in Punkt 1° wird zwischen den Wortlaut "Tod des" und den Wortlaut "im zweiten Grad" der Wortlaut "höchstens" eingefügt;

3° in Punkt 2° wird der Wortlaut "im zweiten Grad verwandten" durch den Wortlaut "im zweiten Grad verwandten oder verschwägerten" ersetzt;

4° in Punkt 2° wird zwischen den Wortlaut "Tod des" und den Wortlaut "im zweiten Grad" der Wortlaut "höchstens" eingefügt;

5° in Punkt 3° der französischen Fassung wird der Wortlaut "jour du dépôt de la demande" aufgehoben und durch den Wortlaut "jour de l'introduction de la demande" ersetzt.

Art. 67 - Die Anlage desselben Erlasses wird wie folgt nummeriert: «Anlage I - Kriterien für die Zulassung der Beratungsstrukturen und die Anerkennung der Berater.»

Art. 68 - In der Anlage I desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im dritten Gedankenstrich der französischen Fassung wird der Wortlaut "être actif" aufgehoben und durch den Wortlaut "être actives" ersetzt;

2° im vierten Gedankenstrich der französischen Fassung wird der Wortlaut "être structuré" aufgehoben und durch den Wortlaut "être structurées" ersetzt;

3° im fünften Gedankenstrich wird der Wortlaut "eine Berufserfahrung im Bereich der Beratung und landwirtschaftlichen Betriebsführung nachweisen kann, die von der Verwaltung anerkannt wird" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "eine zehnjährige Berufserfahrung im Bereich der Beratung und landwirtschaftlichen Betriebsführung nachweisen kann";

4° der achte Gedankenstrich "Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie ihre Kenntnis der gemeinschaftlichen, belgischen und regionalen Regelung im normativen Bereich und in Sachen ländliche Entwicklung nachweisen können" wird aufgehoben;

5° im neunten Gedankenstrich wird der Wortlaut "Auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung müssen sie" durch den Wortlaut "In Ermangelung eines Abschlusszeugnisses müssen sie auf der Grundlage ihrer Berufserfahrung" ersetzt;

6° im neunten Gedankenstrich wird der Wortlaut "ihre Kenntnisse" aufgehoben und durch den Wortlaut "eine zehnjährige Berufserfahrung" ersetzt;

7° der Wortlaut "und Überwachung der Durchführung" wird aufgehoben.

Art. 69 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam.

Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. September 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2593

[2011/204864]

1 SEPTEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2011;

Gelet op het akkoord van de Europese Commissie overeenkomstig artikel 9, § 6, van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO), gegeven op 3 augustus 2011;

Gelet op het advies 45080/4 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de huidige steunregeling voor investeringen en installatie in de landbouw en de compenserende vergoedingen in de probleemgebieden moet worden aangepast, rekening houdend met de structurele wijzigingen van de bedrijven en hun lasten;

Overwegende dat maatregelen moeten worden genomen om de Waalse beleidskeuzes uit te voeren om in te spelen op de landbouwevolutie;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3°, in de eerste zin van de Franse versie worden de woorden "personne physique ou morale" voorafgegaan door "la";

2° een punt 7°bis wordt ingevoegd, luidend als volgt : « 7°bis : "bevoegde overheid" : naargelang het geval, de Minister zoals omschreven in artikel 1, 23°, de Directeur-generaal of de Directeur van de Directie Landbouw-structuren »;

3° in punt 8° van de Franse versie wordt het woord "Consultant" met een hoofdletter vervangen door "consultant" met een kleine letter;

4° in punt 11° van de Franse versie wordt het woord "Exploitation" met een hoofdletter vervangen door "exploitation" met een kleine letter;

5° in punt 12°, in de eerste zin worden de woorden "natuurlijke persoon" voorafgegaan door "elke";

6° in punt 13°, in de tweede zin, worden de woorden "alsook de afzet van de producten die voornamelijk worden voortgebracht op het bedrijf, die deze activiteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent" vervangen door "waarvan de omzet voornamelijk uit deze activiteit voortvloeit";

7° in punt 13°, a), van de Franse versie worden de woorden "le ou les associés gérants de la société doivent" vervangen door "le ou les associé(s) gérant(s) de la société doit/doivent";

8° in punt 13°, b), derde streepje, worden de woorden "de bestuurders of beheerders" vervangen door "afgevaardigd-bestuurders of beheerders";

9° in punt 13°, b), vijfde streepje, worden de woorden "en er een activiteit als hoofdberoep uitoefenen overeenkomstig punt 6°" vervangen door "en er een activiteit al dan niet als hoofdberoep uitoefenen overeenkomstig de punten 5° en 6°";

10° in punt 14° van de Franse versie wordt het woord "Exploitation en zone défavorisée" met een hoofdletter in "exploitation en zone défavorisée" met een kleine letter;

11° in punt 16° van de Franse versie wordt het woord "Consultant" met een hoofdletter vervangen door "consultant" met een kleine letter;

12° in punt 17° van de Franse versie wordt het woord "Garantie publique" met een hoofdletter vervangen door "garantie publique" met een kleine letter;

13° in punt 20° worden volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "de groepering van twee melkproducenten" worden vervangen door "de groepering van twee tot maximum vijf melkproducenten";

- de woorden "het samenbrengen van beide bedrijven" worden vervangen door "het samenbrengen van de bedrijven";

14° in punt 21° van de Franse versie wordt het woord "Investissement" met een hoofdletter vervangen door "investissement" met een kleine letter;

15° in punt 22° van de Franse versie wordt het woord "Investissement de remplacement" met een hoofdletter vervangen door "investissement de remplacement" met een kleine letter;

16° in punt 24° van de Franse versie wordt het woord "Mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" met een hoofdletter vervangen door "mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" met een kleine letter;

17° in punt 25° van de Franse versie wordt het woord "Mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage d'élevage" met een hoofdletter vervangen door "mise aux normes des infrastructures de stockage des effluents d'élevage" met een kleine letter;

18° in punt 26° van de Franse versie wordt het woord "Plan de développement" met een hoofdletter vervangen door "plan de développement" met een kleine letter;

19° in punt 27° van de Franse versie wordt het woord "Plan d'investissement" met een hoofdletter vervangen door "plan d'investissement" met een kleine letter;

20° punt 28° wordt gewijzigd als volgt :

« 28° "product van gedifferentieerde kwaliteit" : product dat zich van standaardproducten onderscheidt doordat de productiewijze gedifferentieerd is (o.a. verbetering van de traceerbaarheid van het product, van het dierenwelzijn, van het leefmilieu) en/of doordat het eindproduct een kwalitatieve meerwaarde oplevert (meer bepaald de verbetering van de smaakqualiteit).

Aan die definitie voldoen :

- de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

- de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen;

- de geregistreerde producten in de zin van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91, gewijzigd bij Verordening nr. 967/2008 van de Raad van 29 september 2008;

- de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de "eieren van hennen met vrije uitloop" of de "scharreleieren" in de zin van Verordening (EG) nr. 589/2008 van de Commissie van 23 juni 2008, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 589/2008 van de Commissie van 24 juni 2008 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad met betrekking tot de handelsnormen voor eieren;

- de producten die voldoen aan de minimumvereisten voor de houderijsystemen "scharrel... - binnengehouden", "scharrel met uitloop", "boerenscharrel/hoeve met uitloop" of "boerenscharrel/hoeve met vrije uitloop" in de zin van Verordening (EEG) nr. 543/2008 van de Commissie van 16 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad met betrekking tot de handelsnormen voor vlees van pluimvee, en de latere wijzigingen ervan;

- de andere producten, verkregen overeenkomstig een productdossier dat voldoet aan de minimumvereisten bepaald door de Minister overeenkomstig het decreet van 19 december 2002, artikel 1, 2°;;

21° in punt 28°bis wordt het woord "Overname" met een hoofdletter vervangen door "overname" met een kleine letter;

22° in punt 28°bis wordt het woord "Zones défavorisés" met een hoofdletter vervangen door "zones défavorisés" met een kleine letter;

23° in punt 33° worden de woorden "overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 2, § 2, vierde streepje van het Wetboek van vennootschappen";

24° in punt 35 van de Franse versie wordt het woord "Taux de calcul" met een hoofdletter vervangen door "taux de calcul" met een kleine letter;

25° in punt 36° worden volgende wijzigingen aangebracht :

- in de Franse versie wordt het woord "Unité gros bétail" met een hoofdletter vervangen door "unité gros bétail" met een kleine letter;

- de woorden "eenheid gebruikt om dieren van verschillende soorten of categorieën te vergelijken of samen te voegen" worden ingevoegd tussen de woorden "GVE" : " en "het aantal grootvee-eenheden";

- na de streepjes wordt elk woord met een hoofdletter met een kleine letter geschreven;

26° in punt 38° worden volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "van 1 800 uur per arbeidsjaar" worden vervangen door "van 1 800 uur arbeid per jaar";
- de woorden "wordt bepaald op grond van het attest van de kas voor sociale verzekeringen" worden geschrapt;
- de woorden "werkzaam in het bedrijf" worden ingevoegd tussen de woorden "1 eenheid per persoon" en "en mag niet 0,5 eenheid overschrijden"
- het woord "0,5" wordt vervangen door "0,35".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1°, c) van de Franse versie worden de woorden "de docteur" vervangen door het woord "docteur";
- 2° in punt 1°, d) van de Franse versie worden de woorden "le certificat" vervangen door het woord "certificat";
- 3° in punt 1°, d) wordt het laatste woord "of" op de volgende regel geplaatst om punt 1° en punt 2° duidelijk te scheiden;
- 4° in punt 3° wordt het laatste woord "of" op de volgende regel geplaatst om punt 2° en punt 3° duidelijk te scheiden.

Art. 3. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° van de Franse versie worden de woorden "ou un diplôme de master en bio-ingénieur" vervangen door de woorden "ou d'un diplôme de master en bio-ingénieur";
- 2° in punt 2° worden de woorden "voor de kwalificatie- en vaktechnieken" ingevoegd tussen het woord "of" en de woorden "van het kwalificatiegetuigschrift van het 6e jaar van het desbetreffende secundair onderwijs";
- 3° in punt 3° van de Franse versie worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - het woord "d'" wordt ingevoegd tussen de woorden "l'enseignement universitaire ou" en de woorden "un des titres équivalents";
 - de woorden "le certificat de formation d'exploitant agricole" worden vervangen door de woorden "du certificat de formation d'exploitant agricole".

Art. 4. In artikel 4, § 1, punt 3°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de tweede zin wordt vervangen als volgt : « De Minister kan de voorstellingsvorm van die documenten en de minimale geharmoniseerde normen voor de voorstelling van een landbouwboekhouding bepalen. »;
- 2° de woorden "met een minimum van vijf jaar" worden vervangen door de woorden "betreffende elke investering en voor elke van die investeringen met een minimum van vijf jaar na hun betaalaanvraag."

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden "een bericht van ontvangst, opgestuurd" vervangen door de woorden "een ontvankelijkheidsbrief, opgestuurd";
- 2° in § 1 worden de woorden "en ontvankelijk" ingevoegd tussen de woorden "het dossier volledig" en de woorden "is of, in tegenovergesteld geval";
- 3° in § 1 worden de woorden "wijst een niet-ontvankelijkheidsbrief" ingevoegd na de woorden "of, in tegenovergesteld geval";
- 4° in § 1 worden de woorden "dat er stukken ontbreken" vervangen door de woorden "voor de onvolledige dossiers, op de tekortkomingen";
- 5° inversie van de §§ 2 en 3 : § 2 wordt § 3 en § 3 wordt § 2;
- 6° in § 3bis worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden "een nieuw bericht van ontvangst" worden vervangen door de woorden "een nieuwe ontvankelijkheidsbrief";
 - in de Franse versie wordt het woord "adressé" vervangen door "adressée";
- 7° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden "het bericht van ontvangst" worden vervangen door de woorden "de ontvankelijkheidsbrief";
 - de woorden "de inhoud" worden vervangen door de woorden "de eerste en tweede zinnen";
- 8° in § 5 vervallen de woorden "binnen twee maanden";
- 9° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden "De kennisgeving dat het investeringsplan over drie jaar of de aanvraag beperkt tot een enige investering door de bevoegde overheid is aanvaard" worden vervangen door de woorden "De kennisgeving van elke beslissing door de bevoegde overheid";
 - de woorden "dat het investeringsplan over drie jaar of de aanvraag beperkt tot een enige investering" vervallen
 - de woorden "voor elke aanvraag" worden ingevoegd tussen de woorden "maakt gewag" en de woorden "van de waarde";
 - de woorden "de opvolgingsindicatoren" vervallen.

Art. 6. In afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "en landbouwbedrijfshoofden-rechtspersonen" toegevoegd na de woorden "Landbouwbedrijfshoofden".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden "Voor investeringssteun in de landbouwbedrijven (ook "steun" genoemd) kan in aanmerking komen, het landbouwbedrijfshoofd dat : « vervallen en worden vervangen door de woorden "De begunstigden van de steun zijn de landbouwbedrijfshoofden en de landbouwbedrijfshoofden-rechtspersonen. De volgende toegangsvoorwaarden moeten worden vervuld door het landbouwbedrijfshoofd :";
 - in punt 1° wordt het woord "is" vervangen door het woord "zijn";
 - 1° in punt 1° worden de woorden "artikel 96 a) en b)" vervangen door de woorden "artikel 96, 1° en 2°";
 - in punt 2° wordt het woord "aantoont" vervangen door het woord "aantonen";
 - in punt 3° wordt het woord "overmaakt" vervangen door het woord "overmaken";
 - in punt 4° wordt het woord "vergaart" vervangen door het woord "vergaren";
 - in punt 4° worden de woorden "40.000 euro" vervangen door de woorden "50.000 euro";
 - in punt 5° wordt het woord "bewijst" vervangen door het woord "bewijzen";
 - in punt 6° wordt het woord "bewijst" vervangen door het woord "bewijzen";
 - in punt 6° van de Franse versie worden de woorden "du dépôt" vervangen door de woorden "d'introduction";
 - in punt 6° worden de woorden "met dien verstande dat deze datum degene is waarop het dossier opgestuurd op papier of op een elektronische informatiedrager door het Bestuur erkend wordt als volledig en ontvankelijk" ingevoegd na het woord "geniet";

2° in § 2bis worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "door de bevoegde overheid" worden verplaatst tussen het woord "aanneming" en de woorden "van het plan",

- de woorden "of van de aanneming ervan" worden ingevoegd na de woorden "van het plan";

3° in § 3 vervallen de woorden "over drie jaar";

4° in § 4 wordt het woord "bedrijf" vervangen door het woord "landbouwbedrijf"

5° in § 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de zin wordt vervangen als volgt "De investering(en) bedoeld in het plan of in de aanvraag teruggebracht tot één enkele investering leeft (leven) de gemeenschappelijke normen na die erop toepasselijk zijn;

- in de Franse versie wordt het woord "respectent" vervangen door "respecte(nt)";

6° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in punt 1° worden de woorden "de steunaanvraag" vervangen door de woorden "het investeringsplan";

- punt 2° vervalt en wordt vervangen door volgende tekst : « 2° minstens 50 % van de personen uit wie de vereniging bestaat, vervullen de in § 1 bedoelde voorwaarden en moeten eigenaar zijn van minstens 50 % van de investering waarvoor de steun wordt aangevraagd. »;

- punt 3° vervalt.

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in de derde zin vervallen de woorden "Er wordt een prijschommeling aanvaard van min of meer 20 %" en worden ze vervangen door de woorden "Er worden een prijschommeling naar beneden, ongeacht het bedrag, onverminderd evenwel de inachtneming van de minimale investeringsbedragen en een prijschommeling naar boven van maximum 20 % aanvaard";

2° in § 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "Boven de in § 4 bedoelde toegestane afwijking dient" vervallen;

- de woorden "elke aanpassing" met een kleine letter worden "Elke aanpassing" met een hoofdletter;

- de woorden "boven de in § 4 bedoelde afwijking" worden ingevoegd tussen de woorden "met betrekking tot de waarde" en de woorden ", de aard";

- de woorden "het tijdschema voor de uitvoering ervan" worden vervangen door de woorden "het uitstel van de uitvoering ervan";

- de zin "Een dergelijke aanpassing mag slechts aangevraagd worden voor de niet-verrichte investeringen en met inachtneming van § 2." wordt ingevoegd na de eerste zin;

- de tweede zin "Voor zover de doorgevoerde aanpassingen de doelstellingen en de richtsnoeren, opgenomen in het plan, niet onzeker maken en niet leiden tot een overschrijding van het totale steunbedrag, medegedeeld door de bevoegde overheid, beschikt het bestuur over 20 werkdagen om op de aanvraag in te gaan." vervalt;

- in de vijfde zijn "In alle andere gevallen kan een steungerechtigde slechts drie keer per jaar tijdens de duur van het plan aanpassingsaanvragen indienen." vervallen de woorden "per jaar";

- de laatste zin "De verhoging van de steun bedoeld bij artikel 15, § 3, wordt tenietgedaan indien een aanvraag tot aanpassing van een plan dat oorspronkelijk ingediend wordt met de bijstand van een adviseur, zonder diens bijstand wordt ingediend. Het verlies van de verhoging geldt met terugwerkende kracht voor de gehele duur van het plan en voor alle investeringen die in het plan voorzien zijn." vervalt;

3° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "van goedkeuring ervan door de Minister" worden vervangen door "van goedkeuring ervan door de bevoegde overheid";

- de laatste zin "Een nieuw plan, ingediend door een landbouwer, alleen of in vereniging, binnen de twee maanden volgend op de toegelaten vroegtijdige onderbreking van het (de) goedgekeurde plan(nen) krijgt een voorrangsbehandeling." vervalt;

4° in § 7 worden de woorden "en de helft van het steunbedrag waarvan hij vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 18, § 1." opgeheven.

Art. 9. In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "overeenkomstig de vereisten van artikel 7, § 1" vervangen door de woorden "overeenkomstig de vereisten van artikel 7, 1, 1°, 2° en 6°";

2° in § 2, punt 2°, worden de woorden "van de overheidsgarantie" vervangen door de woorden "van de toelage met een minimum van vijf jaar en, in geval van toekenning van de garantie", gelijk aan de duur ervan";

3° in § 3 wordt de vijfde zin "Een landbouwer mag het in aanmerking komen van éénzelfde materiaal of van een gelijkwaardig materiaal in meer dan één CVGL niet rechtvaardigen." opgeheven;

4° § 5 wordt opgeheven;

5° § 6 wordt de nieuwe § 5;

6° in deze nieuwe § 5 vervallen de woorden "die de leden reeds gekregen hebben".

Art. 10. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "die door het bestuur is erkend" opgeheven.

Art. 11. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "volgens een verdeling aangegeven in het goedgekeurde plan" opgeheven;

2° in punt 1°, a) worden de woorden "in artikel 1, 31°" vervangen door de woorden "in artikel 1, 35°";

3° in punt 1°, b) vervallen de woorden "in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 10.000, twee schijven als het ligt tussen € 10.000 en € 20.000 en drie schijven als het hoger is dan € 20.000." en worden ze vervangen door de woorden "in één of verschillende gelijke schijven met een maximum van drie.";

4° de woorden "van het gedeelte" worden ingevoegd tussen de woorden "75° % van het nog verschuldigde saldo" en de woorden " van het toegestane krediet".

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, a), worden de woorden "gedurende minstens vijf jaar" ingevoegd tussen de woorden "overeenstemt met een product van gedifferentieerde kwaliteit" en de woorden "en betrekking hebben op investeringen";

2° in § 1, 2°, b) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "betrokken bij het grondgebondenheidscijfer" worden ingevoegd tussen de woorden "voor de houderijen" en de woorden " : een grondgebondenheidscijfer vertonen";
- in de Franse versie worden de woorden "au moment du dépôt de la demande" vervangen door de woorden "au moment de l'introduction de la demande";

3° in § 1, 2°, c) worden de woorden "in dat geval wordt de steun slechts verleend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien tot meer dan 200 per bedrijf, vereniging van melkproducenten of groepering van melkproducenten stijgt" opgeheven;

4° in § 1, punt 4° worden de woorden "de grondverbeteringswerken" vervangen door de woorden "de uitvoering van de grondverbeteringswerken";

5° in § 1, punt 5° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "specifiek materieel" worden vervangen door de woorden "de aankoop van specifiek materieel";
- de woorden "voor het merendeel" worden ingevoegd tussen de woorden "hernieuwbare energie" en de woorden "met producten";

6° in punt § 1, punt 6° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in de Franse versie wordt het woord "l'" toegevoegd tussen de woorden "l'aménagement de bâtiments ou" en de woorden "adaptation de matériel";

- de woorden "om energiebesparingen door te voeren als aanvulling op andere overheidssteun die het Gewest reeds verleent en met inachtneming van de maximale steunbedragen bepaald door Verordening (EG) 1698/2005" worden vervangen door de woorden "om energiebesparingen door te voeren en/of om hernieuwbare energie te produceren :

a) voor de beroepsbehoeften van het bedrijf als aanvulling op andere overheidssteun die het Gewest reeds verstrekt en met inachtneming van de maximale steunbedragen bepaald door Verordening (EG) 1698/2005;

b) naast de beroepsbehoeften";

7° in § 1, punt 7° worden de woorden "de inrichtingen" vervangen door de woorden "de uitvoering van inrichtingen";

8° in § 1, punt 9° worden de woorden "de investeringen" vervangen door de woorden "de uitvoering van investeringen";

9° in § 1 wordt er een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt : « 10° de aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de wettelijke normen die de communautaire minimumnormen te boven gaan of om te voldoen aan de Europese minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk die verricht wordt na een termijn van zesendertig maanden na goedkeuring ervan op EG-niveau of na de overgangsperiode bedoeld bij de verordening; »;

10° in § 1 wordt er een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt : « 11° de aanpassing van bestaande gebouwen om te voldoen aan de communautaire minimumnormen op het gebied van milieubescherming, volksgezondheid, dierenwelzijn of veiligheid op het werk door jonge landbouwbedrijfshoofden zoals omschreven in artikel 22 van Verordening (EG) 1698/2005, die verricht wordt voor afloop van de termijn van zesendertig maanden na hun vestiging. »;

11° in § 2 vervalt punt 3°;

12° in § 2 vervalt punt 4°;

13° in § 3, punt 1° worden de woorden "op de wijze van artikel 91 voor de voortzetting of de ontwikkeling van een productie-, toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteit" vervangen door de woorden "op de wijze van artikel 91 voor het opstarten of de ontwikkeling van een productie-, toeristische, pedagogische of ambachtelijke activiteit";

14° in § 3, punt 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "voor de voortzetting of de ontwikkeling van" worden vervangen door de woorden "voor het opstarten of de voortzetting van";

- de woorden "in of buiten het bedrijf" worden vervangen door de woorden "in of bij het bedrijf";

- de woorden "voor zover ze deel hebben gemaakt van de structuur van het landbouwbedrijf van de aanvrager sinds minstens vijf jaar vóór de aanvraag." worden ingevoegd na de woorden "van het bedrijf".

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "datum van werkelijke vestiging als bedrijfshoofd wanneer die gebeurd is uiterlijk voordat het bedrijfshoofd de leeftijd van veertig jaar heeft bereikt." vervallen en worden vervangen door de woorden "datum van de indiening van de aanvraag van de steun bij de vestiging door de begunstigde van die steun".

- in de tweede zin worden de woorden "Indien degene die de verhoging geniet" vervangen door de woorden "Indien degene die deze verhoging geniet";

- in de tweede zin vervallen de woorden "sinds minder dan zes jaar gevestigd is,";

- in de tweede zin worden de woorden "voor zover de gerechtigde van de verhoging de eigenaar van het fonds is" vervangen door de woorden "voor zover de gerechtigde er de enige eigenaar van wordt".

2° in punt 2° worden de woorden "in artikel 1, 29°" vervangen door de woorden "in artikel 1, 29°".

Art. 14. In artikel 16 van de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "pour les aides" vervangen door de woorden "pour les aides".

Art. 15. In artikel 17 van hetzelfde besluit vervalt de laatste zin "Die maximumbedragen die voor steun in aanmerking komen worden verhoogd met 50 % indien het investeringsplan ingediend wordt ofwel door een CVGL ofwel voor de specifieke investeringen in de tuinbouwsector." en wordt hij vervangen door de woorden "Dat maximumbedrag dat voor steun in aanmerking komt bedraagt 600.000 euro indien het plan ingediend wordt door een CVGL, een groepering van melkproducenten, een voeder-groepering en voor de specifieke investeringen in de tuinbouwsector. In afwijking van artikel 18, § 1, wordt het maximumbedrag bepaald op 150.000 euro voor een CVGL en de tuinsector".

Art. 16. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt voorzien in een paragraaf 1 : de woorden " § 1" worden toegevoegd voor de woorden "Er wordt een maximumbedrag van € 100.000";

2° de woorden "steunvormen die aan een bedrijf worden toegekend" worden vervangen door de woorden "steunvormen die aan een landbouwbedrijfshoofd worden toegekend";

3° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt : « § 2. Wordt het in § 1 bepaalde maximumbedrag overschreden, worden alle aangevraagde steunmaatregelen verhoudingsgewijs verminderd om de drempel bepaald in § 1 te bereiken. »

Art. 17. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie wordt het woord "conformé" vervangen door het woord "conformée";

2° de woorden "de normering" worden toegevoegd tussen de woorden "verplichtingen betreffende het in overeenstemming brengen van" en de woorden "de opslaginfastructuren en van dierlijke mest".

Art. 18. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste zin, worden de woorden "de vereisten van artikel 5, § 1" vervangen door de woorden "de vereisten van artikel 7, § 1";

2° in § 2, eerste zin, van de Franse versie worden de woorden "en dérogation à l'article 18, 1^{er} alinéa," vervangen door de woorden "en dérogation à l'article 18, paragraphe 1^{er},";

3° in § 2, tweede zin worden de woorden "Voor haar eerste plan kan een nieuwe vereniging een verhoging krijgen met 50 % van de maximumwaarden van de in artikel 17 bepaalde investeringen die voor steun in aanmerking komen" vervangen door de woorden "Voor het eerste plan van een nieuwe vereniging wordt het maximumbedrag dat per investering voor steun in aanmerking komt, bepaald op 600.000 euro.";

4° in § 2, derde zin, worden de woorden "de structuur en de inhoud bepaald in bijlage I" vervangen door de woorden "de structuur en de inhoud goedgekeurd door de Minister.";

5° in § 3 vervalt de zin "Dat plan moet voldoen aan de voorschriften van bijlage I." en wordt hij vervangen door de zin "Het standaardmodel van dat plan wordt door de Minister goedgekeurd.";

6° in § 4, vervalt de zin "Dat plan moet voldoen aan de voorschriften van bijlage III." en wordt hij vervangen door de zin "Het standaardmodel van dat plan wordt door het Bestuur bepaald.";

7° in § 4 wordt de zin "De indiening en de behandeling van het investeringsplan worden overeenkomstig de artikelen 5° en 4 verricht." opgeheven.

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, punt 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "en landbouwer wordt op de datum van indiening van de steunaanvraag" vervallen;

- de woorden "de vestiging als landbouwbedrijfshoofd" worden vervangen door de woorden "De datum van vestiging als landbouwbedrijfshoofd";

- de woorden "bewezen door een overnameovereenkomst" worden vervangen door de woorden "bewezen door de datum van de inwerkingtreding van de overnameovereenkomst";

- de woorden "bij gebrek" vervallen en worden vervangen door de woorden "in geval van oprichting,";

2° in § 1, punt 2°, worden de woorden "op de datum van de vestigingsaanvraag" vervangen door de woorden "op de datum van de indiening van de vestigingsaanvraag";

3° in § 1, punt 3°, van de Franse versie worden de woorden "date de dépôt de la demande d'aide" vervangen door de woorden "date de l'introduction de la demande d'aide";

4° in § 1, punt 5°, worden de woorden "op de datum van de vestiging" vervangen door de woorden "op de datum van de steunaanvraag";

5° in § 1, punt 6°, worden de woorden "een ontwerp van overname- of oprichtingsovereenkomst" vervangen door de woorden "een geregistreerde overnameovereenkomst of een oprichtingsplanning.";

6° in § 1, punt 9° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "aan het einde van het investeringsplan" worden vervangen door de woorden "aan het einde van het ontwikkelingsplan";

- de woorden "met een minimum van 0,5 arbeidseenheid per bedrijf" worden toegevoegd na de woorden "0,5 arbeidseenheid.";

7° in § 2 wordt de titel "vooraanvraag" als volgt toegevoegd : "§ 2. Vooraanvraag";

8° in § 2, tweede zin, worden de woorden "een bericht van ontvangst, opgestuurd" vervangen door de woorden "een ontvankelijkheidsbrief, opgestuurd";

9° in § 2, tweede zin, worden de woorden "en ontvankelijk" ingevoegd tussen de woorden "het dossier volledig" en de woorden "is of, in tegenovergesteld geval";

10° in § 2, tweede zin, worden de woorden "dat er stukken ontbreken" vervangen door de woorden "voor de onvolledige dossiers dat er tekortkomingen zijn";

11° in § 2, vijfde zin worden de woorden "het ontvangstbericht" vervangen door de woorden "de ontvankelijkheidsbrief";

12° aan het einde van § 2 worden de volgende woorden toegevoegd : "Dat advies heeft allen betrekking op het in aanmerking komen van de aanvrager.";

13° § 2bis vervalt en wordt vervangen door volgende tekst : « § 2bis. Voorafgaand verzoek om adviesverlening.

Elke persoon die met het oog op zijn toekomstige vestiging van plan is de steun bij de vestiging aan te vragen, kan een voorafgaand verzoek om adviesverlening indienen bij het Bestuur. Dat verzoek omvat een ontwerp van ontwikkelingsplan en heeft als doel te beslissen over het principe van toekenning van de steun bij de vestiging.

Dat verzoek om adviesverlening wordt ingediend volgens het door het Bestuur opgemaakte aanvraagformulier, waarbij de berekening van de levensvatbaarheid waarvan sprake in artikel 7, § 1, 3°, de laatste boekhouding van het beheer van het bedrijf, de laatste belastingaangifte van de aanvrager, een ontwerp van overnameovereenkomst of, volgens het geval, een planning van de oprichting van het bedrijf worden gevoegd.

Aan de hand van een ontvankelijkheidsbrief, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is of, in tegenovergesteld geval, wijst een niet-ontvankelijkheidsbrief voor de onvolledige dossiers op de tekortkomingen.

Binnen een termijn van drie maanden na de zending van de ontvankelijkheidsbrief die bepaalt dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is, brengt de Directeur-generaal een al dan niet gunstig advies uit. Als het bestuur bij de behandeling van het dossier evenwel meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen, wordt de aanvrager daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de termijn van behandeling van het dossier.

De kennisgeving van het principe van toekenning van de steun vermeldt het voorlopige bedrag van de steun bij de vestiging op grond van het voorgestelde ontwerp. Ze bepaalt de voorwaarden die bij de definitieve steunaanvraag vervuld moeten worden, en de te verstrekken bewijsstukken. Indien nodig omvat ze een verzoek om zich voor het comité voor de vestiging van jonge landbouwers te melden.

De duur van de geldigheid van het principe van toekenning is negen maanden na de kennisgeving. Als de definitieve steunaanvraag niet binnen deze termijn is ingediend, moet een nieuw voorafgaand verzoek om adviesverlening ingediend worden of kan de aanvrager een steunaanvraag indienen zonder de beslissing over het principe van toekenning van de steun te kunnen doen gelden. »;

14° § 3 wordt opgeheven en wordt vervangen door de volgende tekst : « § 3. Steunaanvraag

De aanvraag voor een steun bij de vestiging die een ontwikkelingsplan van de landbouwactiviteiten bevat, moet door de jonge landbouwer ingediend worden binnen een termijn van hoogstens twaalf maanden na de datum van zijn vestiging als landbouwer, landbouwbedrijfsvoorzitter in hoofdberoep, op grond van het door het bestuur bepaalde formulier samen met de bewijsstukken.

Aan de hand van een ontvankelijkheidsbrief, opgestuurd binnen de tien werkdagen, wordt aan de aanvrager kennis gegeven van het feit dat zijn aanvraag volledig en ontvankelijk is of, in tegenovergesteld geval, wijst een niet-ontvankelijkheidsbrief voor de onvolledige dossiers op de tekortkomingen.

Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier.

Binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag voor steun bij de vestiging, wordt de beslissing aan de aanvrager betekend. In geval van gunstig advies maakt deze kennisgeving gewag van de waarde, de aard van de gesteunde elementen, de bedragen van de steun en hun vorm alsmede de stukken die als bewijs voorgelegd dienen te worden ter staving van de aanvraag tot uitbetaling van de steun die daarna ingediend moet worden.

Als de jonge landbouwer vóór zijn steunaanvraag gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid om een vooraanvraag waarvan sprake in § 2 in te dienen waarvoor hij een gunstig advies zou hebben gekregen, wordt de in § 1, 2°, bepaalde voorwaarde geacht aangenomen te zijn.

Als de jonge landbouwer vóór zijn steunaanvraag gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid om een voorafgaand verzoek om adviesverlening waarvan sprake in § 2bis in te dienen, waarvoor hij een gunstig advies zou hebben gekregen, wordt dat verzoek geacht aangenomen te zijn, indien de steunaanvraag het goedgekeurde verzoek om adviesverlening conform is. In tegenovergesteld geval wordt de in het vierde lid bepaalde termijn teruggebracht tot 2 maanden.

Als de jonge landbouwer vóór zijn steunaanvraag gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid om een voorafgaand verzoek om adviesverlening waarvan sprake in § 2bis in te dienen, waarvoor hij een voorwaardelijk gunstig advies zou hebben gekregen, wordt dat verzoek geacht aangenomen te zijn, indien deze voorwaarden vervuld worden en voor zover de steunaanvraag het goedgekeurde verzoek om adviesverlening conform is.

In tegenovergesteld geval wordt het dossier op grond van nieuwe elementen onderzocht.

De beslissing tot toekenning van de steun bij de vestiging wordt binnen 18 maanden na de ondertekening van de overeenkomst betreffende de overname of de oprichting van het bedrijf genomen. »;

15° de §§ 4 en 5 worden opgeheven;

16° paragraaf 6 wordt opgeheven en wordt vervangen door volgende tekst : « § 4. De aanvrager kan binnen twee maanden na ontvangst van de steunaanvraag een gemotiveerde aanvraag tot herziening van deze laatste ter attentie van de Minister bij het bestuur indienen. In de herzieningsaanvraag kan de aanvrager erom verzoeken door het Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers te worden gehoord.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van de met redenen omklede herzieningsaanvraag hoort het Comité voor de vestiging van de jonge landbouwers de aanvrager en brengt het advies uit aan de Minister.

Binnen een termijn van vijftien werkdagen na overmaking van het advies herziet de Minister al dan niet het vorige advies. »

Art. 20. In artikel 23 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "een investeringsplan te mogen indienen in zijn ontwikkelingsplan" worden vervangen door de woorden "een investeringsplan samen met een ontwikkelingsplan te mogen indienen";

2° de woorden " § 2, 1°" worden ingevoegd na de woorden : "van artikel 14".

Art. 21. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "§ 2" ingevoegd tussen de woorden "van drie jaar." en de woorden "Als een herzieningsaanvraag".

Art. 22. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste zin, worden de woorden "opvolgingsindicatoren" opgeheven;

2° in § 1, tweede zin, worden de woorden "in artikel 12, § 2°" opgeheven en vervangen door de woorden "in artikel 13, 2°";

3° in § 2 wordt de zin "In voorkomend geval moet de duur van de steun worden aangepast om het maximumbedrag per investering bepaald in de artikelen 13 en 26 te handhaven." opgeheven;

4° in § 3 vervallen de woorden "in verhouding toegekend tot het aantal aandelen die de bestuurder-zaakvoerder(s) of zaakvoerder(s) bezit(en) en die de in artikel 22 bepaalde voorwaarden vervult (vervullen)." en worden ze vervangen door de volgende tekst : "in verhouding toegekend tot het aantal aandelen overgenomen door de bestuurder-zaakvoerder(s) of zaakvoerder(s) die zich vestigt(gen), vermenigvuldigd met de representatieve waarde in een aandeel van de gesteunde elementen van de activa onverminderd het maximumbedrag bepaald in artikel 27".

Art. 23. In artikel 26 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "bepaald in artikel 12, § 1, 2°" vervangen door de woorden "bepaald in artikel 13, 1°, b°";

1° in punt 3° worden de woorden "van artikel 12, § 2" opgeheven en vervangen door de woorden "van artikel 13, 2°".

Art. 24. In de Franse versie van artikel 27 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2009, wordt het woord "conforme" vervangen door het woord "conformée".

Art. 25. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tweede zin worden de woorden "voor de latere overnamefase" opgeheven en vervangen door de woorden "voor de tweede fase";

2° er wordt na de woorden "van een vroegere wetgeving afhing." een derde zin toegevoegd, luidend als volgt : "De voorwaarden voor het in aanmerking komen betreffende de beroepskwalificatie en -capaciteit bedoeld in artikel 22, § 1, 2°, worden geacht verworven te zijn voor de steun tijdens de tweede fase indien de aanvrager eerder de steun tijdens de eerste fase heeft gekregen".

Art. 26. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Art. 30. De investeringen die in aanmerking worden genomen voor het deel "overname" van het ontwikkelingsplan zijn de volgende :

1° de overname van materiaal;

2° de overname van levend vee en de eventuele wederaanvulling tijdens het eerste jaar;

3° de overname (aankoop van gebouwen van het overgenomen bedrijf);

4° de overname van voorraden tot maximum 20.000 euro per bedrijf;

5° de vergoeding van navetten tot maximum 350 euro per ha;

6° de vergoeding van groeiende teelten tot maximum 750 euro per ha en de overname van tuinbouwteelten na verantwoording van de waarde;

7° de afkoop van deelbewijzen in een landbouwbedrijf als reeds bestaand rechtspersoon tegen de representatieve waarde van elk deelbewijs van de investeringen voor de overname, opgenomen in de punten 1° tot en met 6°, bovenvermeld, onverminderd alle bepalingen van dit hoofdstuk. Die waarde wordt vastgesteld op grond van een expertise met omstandige inventaris door een bedrijfsrevisor, erkend door het Instituut der bedrijfsrevisoren of door een accountant erkend door het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten;

8° de onderzoekskosten gebonden aan de uitvoering van het ontwikkelingsplan, adviseurskosten niet meegeteld.

De investeringen die in aanmerking worden genomen voor het deel "oprichting" van het ontwikkelingsplan zijn de volgende :

1° de aankoop van materiaal;

2° de aankoop van levend vee tijdens het eerste jaar;

3° de bouw en de aankoop van gebouwen;

4° de onderzoekskosten gebonden aan de uitvoering van het ontwikkelingsplan, adviseurskosten niet meegerekend. »

Art. 27. In artikel 31, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "de minimis-steun" vervangen door de woorden "de steun".

Art. 28. In artikel 32, § 1, van de Franse versie van hetzelfde besluit, worden de woorden "à l'Annexe I^{re}" vervangen door de woorden "à l'Annexe I".

Art. 29. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "de minimis-steun" vervangen door de woorden "de steun";

2° in de eerste zin van de Franse versie worden de woorden "à 80 % des frais" vervangen door de woorden "à 80 % des frais";

3° in de tweede zin worden de woorden "dat al dan niet een investeringsplan bevat" vervangen door de woorden "dat al dan niet van een investeringsplan vergezeld gaat";

4° de woorden "De helft van die steun wordt uitbetaald bij de indiening van het plan bij het bestuur, het saldo bij aanvaarding ervan. Het saldo wordt niet uitbetaald als het plan wordt geweigerd." worden opgeheven en vervangen door de volgende tekst : "Die steun wordt uitbetaald na de indiening van de investeringsverklaring - schuldverordeningverklaring bij het bestuur. In geval van weigering van het plan wordt die steun slechts voor de helft uitbetaald."

Art. 30. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "de minimis-steun" vervangen door de woorden "de steun";

2° in de tweede zin worden de woorden "dat al dan niet een investeringsplan bevat" vervangen door de woorden "dat al dan niet van een investeringsplan vergezeld gaat";

3° in de derde zin worden de woorden "uitbetaald bij de" vervangen door de woorden "uitbetaald na de".

4° de tekst "Indien het verslag voor de uitvoering van het plan niet bij het bestuur is ingediend binnen de drie maanden volgend op het einde van het overwogen jaar of op het einde van het plan, wordt het saldo niet uitbetaald en verliest de adviseur zijn erkenning, in de vormen en volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 32, § 4. De Minister bepaalt de nadere regels voor de toekenning van die steun." vervalt.

Art. 31. In hoofdstuk IV van de Franse versie wordt het opschrift "aides régionale" gewijzigd door "aide régionale".

Art. 32. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 van de Franse versie worden de woorden "Les aides visées au présent chapitre sont conformes au Règlement (CE) n° 1698/2005" gewijzigd en vervangen door de woorden "L' aide visée au présent chapitre est conforme au Règlement (CE) n° 1698/2005";

2° in § 3, worden de woorden "van § 1" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 41".

Art. 33. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3° van de Franse versie worden de woorden "sous forme informatique est" vervangen door de woorden "sous forme informatique doit";

2° in punt 3° van de Franse versie worden de woorden "Le ou les investissements prévus par le plan respectent les normes communautaires qui leurs sont applicables" vervangen door de woorden "Le(s) investissement(s) prévu(s) par le plan respecte(nt) les normes communautaires qui lui (leur) sont applicables".

Art. 34. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "beslissing door de Minister" worden opgeheven en vervangen door "beslissing door de directeur-generaal";

2° de woorden "in de artikelen 5 en 8, §§ 1, 3, 4 en 5" worden opgeheven en vervangen door de woorden "in de artikelen 5 en 8, §§ 1 tot 5".

Art. 35. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "van goedkeuring ervan door de Minister" worden vervangen door "van goedkeuring ervan door de bevoegde overheid".

Art. 36. In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt het woord "Minister" vervangen door "bevoegde overheid".

Art. 37. In artikel 47 van hetzelfde besluit wordt de zin "het steunbedrag waarvan ze vrijwillig afziet, wordt afgetrokken van het totale maximumsteunbedrag bepaald in artikel 52" opgeheven.

Art. 38. In artikel 48, § 2, van hetzelfde besluit worden na de woorden "op 20 %" de woorden "en op 40 %" in de landelijke vrije zones zoals bedoeld in het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië".

Art. 39. In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin van de Franse versie wordt het woord "saufs" opgeheven en vervangen door "sauf";

2° in de tweede zin van de Franse versie worden de woorden "les travaux de drainage et des travaux" gewijzigd en vervangen door "les travaux de drainage et les travaux".

Art. 40. In artikel 50 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tweede zin wordt gewijzigd en vervangen door volgende tekst : « Voor wat betreft de investeringen in materiaal of uitrusting en de investeringen in gebouwen bedraagt de maximumwaarde die per investering waarvan sprake in het plan voor steun in aanmerking komt, 500.000 euro »;

2° de woorden "500.000 euro" worden opgeheven en vervangen door de woorden "750.000 euro".

Art. 41. In artikel 51, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "met inachtneming van de maximale steunbedragen bedoeld in dit besluit en van de steunbedragen bedoeld in het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië." aan het einde van de zin toegevoegd.

Art. 42. In artikel 52, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden "vóór de analyse van de aanvraag en de eventuele weigering van sommige investeringen" opgeheven.

Art. 43. In artikel 53 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt het woord "referentiepercentage" opgeheven en vervangen door "berekeningspercentage";

3° de woorden "in één schijf uitbetaald als het steunbedrag lager is dan € 500.000, twee schijven als het lager is dan € 50.000 en drie schijven als het hoger is dan € 100.000" vervallen en worden vervangen door de woorden "in één of verschillende gelijke schijven met een maximum van drie".

Art. 44. In artikel 54 van de Franse versie van hetzelfde besluit, eerste zin, wordt het woord "n'excédent" vervangen door "n'excédant".

Art. 45. In artikel 56 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in de eerste zin worden de woorden "Behoudens de voorafgaande instemming van het bestuur" vervangen door de woorden "Behoudens de voorafgaande instemming van de bevoegde overheid";

- in de derde zin van de Franse versie wordt het woord "l'" toegevoegd tussen de woorden "l'affectation ou" en de woorden "utilisation d'un matériel".

Art. 46. Aan het einde van artikel 57 van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd : "Geen enkele steun zal worden uitbetaald voor een nieuw plan zolang het eindrapport van het vorige plan niet ingediend en goedgekeurd is."

Art. 47. In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin, worden de woorden "de stand na van de indicatoren waarvan sprake in" opgeheven en vervangen door de woorden "de opvolging na van";

2° in de tweede zin, worden de woorden "de controleur" opgeheven en vervangen door de woorden "het Bestuur";

3° in de derde zin worden de woorden "Blijft de indicator" opgeheven en vervangen door de woorden "Blijven de resultaten";

4° in de derde zin van de Franse versie worden de woorden "mise en œuvre" opgeheven en vervangen door de woorden "mises en œuvre".

Art. 48. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de woorden "De CVGL's en de coöperatieven voor verwerking en afzet van producten moeten het bestuur het verslag van hun jaarlijkse algemene vergadering overmaken" gewijzigd en vervangen door de woorden "Op verzoek van het bestuur maken de CVGL's en de coöperatieven voor verwerking en afzet van producten het verslag van hun jaarlijkse algemene vergadering over".

Art. 49. In artikel 61 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "De voedergroeperingen, de groeperingen en verenigingen van melkproducenten, moeten het bestuur het verslag van hun jaaractiviteiten overmaken" worden gewijzigd en vervangen door de woorden "Op verzoek van het bestuur maken de voedergroeperingen, de groeperingen en verenigingen van melkproducenten het verslag van hun jaaractiviteiten over;

2° in de Franse versie wordt het woord "à" ingevoegd tussen de woorden "au remboursement de celle-ci" en de woorden "concurrence de la partie non justifiée".

Art. 50. In artikel 63 van hetzelfde besluit, eerste zin, worden de woorden "het bestuur, in de door Minister bepaalde voorstellingsvorm" opgeheven en vervangen door de woorden "het bestuur op grond van het door hem bepaalde model,".

Art. 51. In artikel 64 van hetzelfde besluit, wordt de tweede zin "De aanvragen tot aanpassing moeten de structuur en de inhoud bepaald in bijlage I naleven." opgeheven.

Art. 52. In artikel 65 van hetzelfde besluit worden de woorden "schorst het bestuur de betaling van de steunbedragen op en gaat over tot de terugvordering" opgeheven en vervangen door de woorden "kan het bestuur de betaling schorsen en overgaan tot de terugvordering".

Art. 53. Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt : « Art. 66. Het bestuur bepaalt de boetes of sancties in geval van overschrijding, tijdens de uitvoering van het plan dat investeringen omvat in veehouderijgebouwen, van het grondgebondenheidscijfer bedoeld in artikel 14, § 1, 2°, b. »

Art. 54. In artikel 69, punt 6°, van de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "seules la ou les personnes physiques qui répondent à cette condition peuvent" gewijzigd en vervangen door de woorden "seule(s) la ou les personne(s) physique(s) qui répond(ent) à cette condition peut/peuvent".

Art. 55. In artikel 70, eerste en tweede streepjes, van de Franse versie van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2009 worden de woorden "122 euro" opgeheven en vervangen door de woorden "122 euros".

Art. 56. In artikel 71 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan het einde van de tweede zin worden de woorden "of dat hij de betaling van zijn bijdragen heeft kunnen uitstellen" toegevoegd;

2° in de Franse versie worden de woorden "notifie à l'agriculteur le ou les documents incomplets ou manquants" gewijzigd en vervangen door de woorden "notifie à l'agriculteur le (ou les) document(s) incomplet(s) ou manquant(s)".

Art. 57. Artikel 77 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt : « Art. 77. De in dit hoofdstuk bedoelde steun stemt overeen met Verordening (EG) nr.1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, en tot wijziging van Verordening(EG) nr. 70/2001 ».

Art. 58. Artikel 78 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt : « Art. 78. De landbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2 van dit besluit, komt in aanmerking voor gewestelijke steun bedoeld in artikel 10 van Verordening (EG) nr. 1857/2006. »

Art. 59. Artikel 79 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt : « Art. 79. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de aanvraag van deze gewestelijke steun. »

Art. 60. In artikel 83bis van hetzelfde besluit, laatste zin, worden de woorden "vóór 30 september 2010 bij het bestuur ingediend worden" opgeheven en vervangen door "vóór 1 mei 2012 overeenkomstig artikel 46 bij het bestuur ingediend worden en voor zover de aanvraag vóór 1 oktober 2011 is ingediend."

Art. 61. In artikel 84 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede zin, worden de woorden "Met uitzondering van artikel 12, 13, 15 en" gewijzigd en vervangen door de woorden "Met uitzondering van de artikelen 15, 16 en";

2° in § 1, vijfde zin, van de Franse versie wordt het woord "terminées" gewijzigd en vervangen door "terminés" en worden de woorden "voor 30 september 2010 bij het bestuur ingediend worden" opgeheven en vervangen door "voor 1 mei 2012 overeenkomstig artikel 7, § 2bis, bij het bestuur ingediend worden en voor zover de aanvraag voor 1 oktober 2011 is ingediend."

3° in § 2, eerste zin, worden de woorden "die alleen betrekking hebben op investeringen in materiaal" opgeheven en vervangen door de woorden "die alleen betrekking hebben op roerende en onroerende investeringen";

4° in § 2, tweede zin, worden de woorden "Met uitzondering van artikel 12, 13, 15 en" gewijzigd en vervangen door de woorden "Met uitzondering van de artikelen 15, 16 en".

Art. 62. In artikel 86 van hetzelfde besluit worden de woorden "tweede lid" opgeheven.

Art. 63. In artikel 88 van hetzelfde besluit worden de woorden "voltijds equivalente" toegevoegd tussen de woorden "landbouwbedrijf met meer dan 12" en de woorden "bedienden en arbeidseenheden".

Art. 64. Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen als volgt : « De Minister bepaalt de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de dossiers voor het einde van de programmatieperiode 2007-2013 en het begin van de volgende programmatieperiode. »

Art. 65. In artikel 94 van hetzelfde besluit, eerste zin, worden de woorden "voor eensluidend verklaard" opgeheven.

Art. 66. In artikel 96 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "bloed- of" ingevoegd tussen het woord "landbouwbedrijfshoofd" en het woord "aanverwant";

2° in punt 1° word het woord "maximum" ingevoegd voor de woorden "in de tweede graad";

3° in punt 2° worden de woorden "bloed- of" ingevoegd tussen het woord "landbouwbedrijfshoofd" en het woord "aanverwant";

4° in punt 2° wordt het woord "maximum" ingevoegd voor de woorden "in de tweede graad";

5° in punt 3° van de Franse versie worden de woorden "jour du dépôt de la demande" opgeheven en vervangen door de woorden "jour de l'introduction de la demande".

Art. 67. De bijlage bij dit besluit wordt genummerd als volgt : "Bijlage I. Erkenningscriteria voor de adviseringsstructuren en de adviseurs."

Art. 68. In bijlage I bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie, derde streepje, worden de woorden "être actif" opgeheven en vervangen door "être actives";

2° in de Franse versie, vierde streepje, worden de woorden "être structuré" opgeheven en vervangen door "être structurées";

3° onder het vijfde streepje, worden de woorden "beroepservaring kan aantonen in de advisering en het beheer van het landbouwbedrijf die erkend zal worden door het bestuur" gewijzigd door "beroepservaring van tien jaar kan aantonen in de advisering en het beheer van het landbouwbedrijf";

4° onder het achtste streepje worden de woorden "Op grond van hun beroepservaring, hun kennis kunnen aantonen van de EG-, Belgische en gewestelijke regelgeving inzake normering en plattelandsontwikkeling;" opgeheven;

5° onder het negende streepje, worden de woorden "bij gebrek aan diploma," ingevoegd tussen het woord "beroepservaring," en de woorden "hun kennis kunnen aantonen";

6° onder het negende streepje, worden de woorden "hun kennis" opgeheven en vervangen door de woorden "een beroepservaring van tien jaar";

7° de woorden "en de opvolging van de uitvoering" worden opgeheven.

Art. 69. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 september 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN